

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/40819]

31 MARS 2022. — Décret portant création du dossier d'accompagnement de l'élève (DACCÉ)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions portant création d'un dossier d'accompagnement de l'élève (DACCÉ) dans le Livre 1^{er} du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire

Article 1^{er}. Dans le Livre 1^{er} du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, il est inséré un titre 10 intitulé « Du dossier d'accompagnement de l'élève (DACCÉ) » dont la teneur suit :

« TITRE X. — Du dossier d'accompagnement de l'élève (DACCÉ)

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. 1.10.1 – 1 Dans le présent titre, il faut entendre par :

1° accès en écriture : accès permettant à l'utilisateur de saisir, modifier ou supprimer, de manière totale ou partielle, en fonction du profil d'utilisateur dont il dispose, les données reprises dans le DACCÉ ;

2° accès en lecture : accès permettant uniquement à l'utilisateur de consulter, de manière totale ou partielle, en fonction du profil d'utilisateur dont il dispose, les données reprises dans le DACCÉ ;

3° bilan de synthèse : le bilan de synthèse correspond aux éléments repris dans la rubrique visée à l'article 1.10.2-2, § 5, alinéa 2, 1°, du volet de « suivi de l'élève » et reprend les observations et actions, portant sur le suivi des apprentissages de l'élève, qui permettent de mettre en œuvre, d'évaluer et, le cas échéant, d'adapter les dispositifs spécifiques complémentaires de différenciation et d'accompagnement personnalisé visé aux articles 2.3.1-3 et suivants ;

4° données à caractère personnel : les données au sens de l'article 4, 1), du RGPD ;

5° équipe éducative : l'équipe éducative telle que définie à l'article 1.3.1-1, 32°, à l'exception des secrétaires-bibliothécaires ;

6° mémo : avis individuel et préparatoire repris dans la rubrique visée à l'article 1.10.2-2, § 5, alinéa 2, 5°, du volet de « suivi de l'élève », rédigé par un membre de l'équipe éducative ou de l'équipe pluridisciplinaire du centre PMS à l'attention des autres membres en vue de l'alimentation du bilan de synthèse ;

7° niveau d'enseignement : l'enseignement maternel, l'enseignement primaire, le degré inférieur de l'enseignement secondaire et le degré supérieur de l'enseignement secondaire ;

8° points d'appui : les ressources de l'élève sur lesquelles il peut être utile de s'appuyer pour l'aider à surmonter ses difficultés ;

9° RGPD : le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE « (règlement général sur la protection des données) » ;

10° utilisateurs : toute personne ayant un accès au DACCÉ et un profil d'utilisateur ;

11° volet « administratif » : le volet du DACCÉ visé à l'article 1.10.2-2, § 3 ;

12° volet « parcours scolaire » : le volet du DACCÉ visé à l'article 1.10.2-2, § 4 ;

13° volet « procédures » : le volet du DACCÉ visé à l'article 1.10.2-2, § 6 ;

14° volet « suivi de l'élève » : le volet du DACCÉ visé à l'article 1.10.2-2, § 5.

CHAPITRE II. — Des finalités et de la structure du DACCÉ

Art. 1.10.2 – 1 Un dossier d'accompagnement de l'élève (DACCÉ) est créé par la Communauté française pour chaque élève lors de sa première inscription dans une école maternelle, primaire, fondamentale ou secondaire, de plein exercice ou en alternance, ordinaire ou spécialisée, organisée ou subventionnée, et le suit tout au long de sa scolarité.

Art. 1.10.2 – 2 § 1^{er} Le DACCÉ constitue un outil de soutien à la réussite de l'élève qui permet le suivi des apprentissages et du parcours scolaire, contribue à la continuité des apprentissages, et assure la prise en compte d'une approche évolutive de la difficulté ou du besoin de l'élève.

Le DACCÉ permet le renforcement de l'échange d'informations entre les équipes éducatives et les membres de l'équipe pluridisciplinaire du centre PMS au cours de l'année, entre années d'étude, entre niveaux d'étude, et entre écoles en cas de changement d'école. Le DACCÉ permet le renforcement de l'échange d'informations concernant les décisions liées au parcours d'apprentissage entre l'école, les parents et les élèves.

Le DACCÉ contribue à la mise en place de procédures administratives effectuées en application de dispositions décrétales ou réglementaires qui concernent le parcours scolaire de l'élève et reposent sur une approche évolutive.

§ 2. Le DACCÉ comprend quatre volets:

1° un volet « administratif »;

2° un volet « parcours scolaire »;

3° un volet « suivi de l'élève »;

4° un volet « procédures ».

Chaque volet du DACCÉ requiert le traitement des catégories de données à caractère personnel dont les finalités sont déterminées aux paragraphes 3 et suivants. Les quatre volets du DACCÉ sont complémentaires.

§ 3. Le volet « administratif » permet aux membres de l'équipe éducative et aux membres de l'équipe pluridisciplinaire du centre PMS d'identifier l'élève et d'identifier et de contacter ses parents ou l'élève lui-même s'il est majeur.

Le volet « administratif » comprend les rubriques suivantes :

1° une rubrique relative aux informations nécessaires à l'identification de l'élève ;

2° une rubrique relative aux informations nécessaires pour identifier et pour contacter les parents ou l'élève s'il est majeur.

Les rubriques visées à l'alinéa 2, 1° et 2°, contiennent les catégories de données suivantes :

1° données d'identification d'un élève ;

2° données d'identification d'un parent ;

3° données de communication d'un parent.

Le volet « administratif » du DAccE est alimenté conformément à l'article 1.10.4-1. La liste et le format des données comprises dans les rubriques du volet « administratif » sont fixés par le Gouvernement dans les canevas visés au paragraphe 7.

§ 4. Le volet « parcours scolaire » permet aux membres de l'équipe éducative et aux membres de l'équipe pluridisciplinaire du centre PMS de prendre connaissance des éléments du parcours de l'élève en lien avec ses apprentissages.

Le volet « parcours scolaire » comprend les rubriques suivantes :

1° une rubrique relative aux informations de parcours des années précédentes, telles que les inscriptions au cours des années scolaires couvertes par le niveau d'enseignement et la dernière année du niveau d'enseignement précédent.

2° une rubrique relative aux informations complémentaires de parcours de l'année en cours qui permettent de savoir si l'élève :

a) a fait l'objet d'une décision de maintien ;

b) a fait l'objet d'une décision d'avancement ;

c) bénéficie d'une d'intégration conformément au chapitre X du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé ;

d) bénéficie d'un dispositif DASPA conformément au décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;

e) bénéficie d'un dispositif FLA conformément au décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;

f) bénéficie d'un protocole aménagements raisonnables conformément à l'article 1.7.8-1, § 4, alinéa 6.

3° une rubrique relative à la certification de l'élève.

Les rubriques visées à l'alinéa 2, 1°, 2° et 3°, contiennent les catégories de données relatives aux études et formation et plus particulièrement, la sous-catégorie de données relatives au parcours scolaire.

Le volet « parcours scolaire » du DAccE est alimenté conformément à l'article 1.10.4-1. La liste et le format des données comprises dans les rubriques du volet « parcours scolaire » sont fixés par le Gouvernement dans les canevas visés au paragraphe 7.

§ 5. Le volet « suivi de l'élève » permet aux membres de l'équipe éducative et aux membres de l'équipe pluridisciplinaire du centre PMS de prendre connaissance, de compléter et d'échanger des informations nécessaires au suivi des apprentissages de l'élève.

Le volet « suivi de l'élève » comprend les rubriques suivantes :

1°. une rubrique relative au bilan de synthèse qui reprend, sous la forme d'informations synthétiques, les éléments suivants :

a) l'observation des difficultés d'apprentissage de l'élève et les actions pédagogiques mises en œuvre par l'équipe éducative de l'école en collaboration, le cas échéant, avec l'équipe pluridisciplinaire du centre PMS, pour surmonter ces difficultés ;

b) le cas échéant, l'observation des points d'appui ;

c) le cas échéant, un commentaire portant sur les observations et actions visées aux a) et b);

d) en fin de niveau d'enseignement, l'observation des difficultés d'apprentissages établies au cours des années du niveau d'enseignement et faisant toujours l'objet d'un suivi à la fin du niveau, sauf à la fin du degré supérieur de l'enseignement secondaire.

2°. une rubrique relative aux informations complémentaires de suivi des apprentissages de l'élève portant sur les actions des parents destinées à soutenir les apprentissages de leur enfant;

3°. une rubrique relative aux informations complémentaires de suivi des apprentissages de l'élève qui comprend la mention de la langue parlée à domicile ;

4°. une rubrique relative aux informations et documents à caractère médical/paramédical, le cas échéant, transmis par les parents de l'élève ou l'élève lui-même s'il est majeur conformément à l'article 1.10.4-6;

5°. une rubrique relative aux mémos qui reprend les informations de suivi des apprentissages de l'élève nécessaires à l'élaboration d'un bilan de synthèse conformément à l'article 1.10.4-7;

6°. une rubrique relative à l'historique qui comprend les informations visées aux 1° à 4° pour les bilans de synthèse concernés et qui reprend les éléments suivants :

a) soit, pour le DAccE de l'élève qui reste inscrit dans la même école, les bilans de synthèse visés au 1° et les actions des parents visés au 2° et qui, le cas échéant, sont établis durant l'année scolaire en cours, ainsi que les bilans de synthèse visés au 1° et les actions des parents visés au 2° qui, le cas échéant, sont établis à l'issue des différentes années scolaires couvertes par le niveau d'enseignement dans lequel l'élève est scolarisé ;

b) soit, pour le DAccE de l'élève qui a changé d'école, les bilans de synthèse visés au 1° et les actions des parents visés au 2° qui, le cas échéant, sont établis durant l'année scolaire en cours, ainsi que les bilans de synthèse visés au 1° et les actions des parents visés au 2° qui, le cas échéant, sont établis à l'issue de l'année scolaire précédente. L'historique est ensuite complété par les bilans de synthèse visés au 1° et les actions des parents visés au 2° qui, le cas échéant, sont établis par la suite lors des différentes années scolaires couvertes par le niveau d'enseignement dans lequel l'élève est scolarisé ;

c) pour le DAccE de l'élève qui a changé de niveau d'enseignement, le bilan de synthèse visés au 1° et les actions des parents visés au 2° qui, le cas échéant, sont établis à l'issue de la dernière année scolaire du niveau d'enseignement précédent. Ces éléments sont uniquement visibles au cours de la première année du niveau d'enseignement dans lequel l'élève est scolarisé.

Les rubriques visées à l'alinéa 2, 1° et 5°, ne contiennent aucune catégorie de données relatives à la santé.

Les rubriques visées à l'alinéa 2, 2° et 4°, contiennent les catégories de données relatives à la santé de l'enfant. Les données reprises dans les rubriques visées à l'alinéa 2, 2° et 4°, sont traitées sur base du consentement des parents de l'élève ou l'élève lui-même s'il est majeur au sens de l'article 9, § 2, a) du RGPD. Le Gouvernement fixe la manière dont le consentement est recueilli pour les données reprises dans la rubrique visée à l'alinéa 2, 2° et 4°.

La rubrique visée à l'alinéa 2, 3°, contient les catégories de données relatives à l'identification de l'élève.

Le volet « suivi de l'élève » du DAccE est alimenté conformément aux articles 1.10.4-2 à 1.10.4-7. La liste et le format des données comprises dans les rubriques du volet « suivi de l'élève » sont fixés par le Gouvernement dans les canevas visés au paragraphe 7.

§ 6. Le volet « procédures » permet aux personnes impliquées dans une procédure en vertu d'une disposition décrétales ou réglementaire d'échanger des informations relatives aux procédures prévues en vertu d'une disposition décrétales ou réglementaire qui concerne le parcours scolaire et repose sur une approche évolutive de la difficulté ou du besoin de l'élève.

Le volet « procédures » comprend les versions numérisées des procédures visées à l'alinéa 1.

Ce volet contient des catégories de données qui sont traitées en vertu de la disposition décrétales ou réglementaire concernée.

Le volet « procédures » du DAccE est alimenté conformément à l'article 1.10.4-8. Les dispositions décrétales et réglementaires organisant les procédures administratives numérisées visées à l'alinéa 1^{er} fixent les modalités de consultation du volet « procédures ».

§ 7. Le Gouvernement fixe les canevas du DAccE en reprenant les volets et les rubriques visés par le présent article.

Il est fixé un canevas applicable :

- 1° à l'enseignement maternel ordinaire ;
- 2° à l'enseignement maternel spécialisé ;
- 3° à l'enseignement primaire ordinaire ;
- 4° à l'enseignement primaire spécialisé ;
- 5° au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire ;
- 6° au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire ;
- 7° à l'enseignement secondaire spécialisé.

§ 8. Le DAccE se présente sous la forme d'une application informatique élaborée par l'ETNIC et est accessible par l'intermédiaire des espaces numériques visés à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 3°, du décret du 25 avril 2019 relatif à la gouvernance numérique du système scolaire et à la transmission des données numériques dans l'enseignement obligatoire.

L'application informatique DAccE reprend la structure du DAccE fixée dans les canevas visés au paragraphe 7.

§ 9. Les données à caractère personnel reprises dans les volets du DAccE peuvent être utilisées pour des traitements statistiques, sous réserve d'être rendues anonymes par des méthodes appropriées par les services de l'Administration générale de l'enseignement du Ministère de la Communauté française, en collaboration avec l'ETNIC.

Art. 1.10.2 – 3 Le DAccE est personnel, propre à chaque élève, ne concerne que l'élève et contient uniquement des données à caractère personnel ou des documents qui lui sont relatifs, à l'exception des données d'identification et de contacts qui concernent ses parents s'il est mineur. Il ne comprend pas de données relatives aux décisions disciplinaires ni aux résultats d'épreuves sommatives ou certificatives, à l'exception de la mention des certificats obtenus par l'élève et de leurs dates d'obtention.

Le DAccE est évolutif. Les données y figurant sont saisies, mises à jour et supprimées de manière régulière tout au long de la scolarité de l'élève, notamment dans l'intérêt de ce dernier, conformément au chapitre 4, section 1.

Le DAccE est confidentiel et exclusivement accessible aux personnes y habilitées, par ou en vertu du présent titre. Chaque utilisateur est tenu de respecter la confidentialité des données figurant dans le DAccE.

CHAPITRE III. — De l'accès au DAccE et des profils d'utilisateur

Art. 1.10.3 – 1 § 1^{er}. Chaque membre de l'équipe éducative et de l'équipe pluridisciplinaire du centre PMS dispose uniquement des accès au DAccE des élèves inscrits dans l'école et du niveau dans lesquels il exerce ou pour lesquels il est compétent.

Le pouvoir organisateur d'une école dispose d'un accès au DAccE des élèves inscrits dans l'école qu'il organise. Le pouvoir organisateur d'un centre PMS dispose d'un accès au DAccE des élèves inscrits dans les écoles pour lesquelles le centre PMS qu'il organise est compétent.

Les services du Gouvernement créent, selon les modalités fixées par le Gouvernement et moyennant la validation du pouvoir organisateur d'une école ou d'un centre PMS, les accès pour les utilisateurs du DAccE qui relèvent de la responsabilité de ce pouvoir organisateur.

Le pouvoir organisateur de l'école ou son délégué gère la clôture ou la suspension des accès accordés aux membres de son personnel selon les modalités fixées par le Gouvernement. Le pouvoir organisateur du centre PMS ou son délégué gère la clôture ou la suspension des accès accordés aux membres de son personnel selon les modalités fixées par le Gouvernement. À défaut, les Services du Gouvernement peuvent actualiser les accès accordés aux utilisateurs du DAccE.

§ 2. Les parents d'un élève mineur dispose d'un accès au DAccE de leur enfant. L'élève majeur dispose d'un accès au DAccE qui lui est relatif.

Les services du Gouvernement gèrent les accès à l'application informatique DAccE visées à l'article 1.10.2-2, § 8, pour les parents ou l'élève majeur selon les modalités fixées par le Gouvernement.

L'élève ou le parent notifie au directeur de l'école toute décision judiciaire touchant à l'exercice de l'autorité parentale ou à la majorité et ayant une incidence sur l'accès au DAccE prévu par les alinéas 1^{er} et 2. Le directeur en informe sans délai les services du Gouvernement.

§ 3. Le fonctionnaire général ou son délégué visé à l'article 1.10.4-12, § 2, crée les accès pour les utilisateurs du DAccE qui relèvent des services de l'Administration générale de l'enseignement et du Service général de l'Inspection en fonction des nécessités liées à l'exercice de leurs missions. Ces accès sont octroyés temporairement le temps nécessaire pour mener bien à leurs missions.

Art. 1.10.3 – 2 § 1^{er}. Chaque personne disposant d'un accès au DAccE conformément à l'article 1.10.3-1 se voit attribuer un ou plusieurs profils d'utilisateur correspondant à sa fonction ou à sa responsabilité. Les profils d'utilisateur du DAccE sont les suivants :

- 1° « direction d'école » ;
- 2° « direction de centre PMS » ;
- 3° « membre de l'équipe pédagogique » ;
- 4° « membre de l'équipe éducative » ;
- 5° « membre du personnel technique du centre PMS » ;
- 6° « pouvoir organisateur de l'école » ;
- 7° « pouvoir organisateur du centre PMS » ;
- 8° « parents ou élève majeur » ;
- 9° « Service général de l'Inspection » ;
- 10° « Administration ».

§ 2. Le profil d'utilisateur « direction d'école » permet à l'utilisateur ayant ce profil pour les élèves placés sous sa responsabilité :

1° de disposer d'un accès en lecture pour :

a) consulter les informations des volets « administratif », « parcours scolaire » et « suivi de l'élève » selon les modalités fixées par l'article 1.10.4-9;

b) consulter les informations du volet « procédures » afin de mener à bien une des procédures numérisées dans le DAccE et ce conformément aux dispositions décrétales ou réglementaires qui règlent cette procédure ;

2° de disposer d'un accès en écriture pour :

a) introduire des documents reprenant les données médicales/paramédicales utiles au suivi des apprentissages de l'élève dans le volet « suivi de l'élève », conformément à l'article 1.10.4-6, alinéa 1^{er} ;

b) alimenter le volet « suivi de l'élève » et rédiger un mémo ;

c) le cas échéant, alimenter le volet « procédures » afin de mener à bien une des procédures numérisées dans le DAccE et ce conformément aux dispositions décrétales ou réglementaires qui règlent cette procédure ;

d) corriger les données écrites en texte libre dans le bilan de synthèse figurant dans le volet « suivi de l'élève » à l'issue de la procédure de conciliation interne visée à l'article 1.10.4 – 13, § 1^{er} ;

e) supprimer, conformément à l'article 1.10.4-7, alinéa 3, le mémo rédigé par un utilisateur ayant un profil d'utilisateur visé aux paragraphes 4 ou 5.

3° de donner l'accès permettant la consultation du DAccE sur place à l'élève majeur ou aux parents de l'élève mineur ;

4° d'imprimer le rapport imprimable visé à l'article 1.10.4 10, § 2, alinéa 2.

§ 3. Le profil d'utilisateur « direction de centre PMS » permet à l'utilisateur ayant ce profil pour les élèves placés sous sa responsabilité, inscrits dans la ou les école(s) où il réalise ses missions :

1° de disposer d'un accès en lecture pour :

a) consulter les informations des volets « administratif », « parcours scolaire » et « suivi de l'élève » selon les modalités fixées par l'article 1.10.4-9;

b) consulter les informations du volet « procédures » afin de mener à bien une des procédures numérisées dans le DAccE et ce conformément aux dispositions décrétales ou réglementaires qui règlent cette procédure ;

2° de disposer d'un accès en écriture pour :

a) introduire des documents reprenant les données médicales/paramédicales utiles au suivi des apprentissages de l'élève dans le volet « suivi de l'élève », conformément à l'article 1.10.4-6, alinéa 1^{er} ;

b) rédiger un mémo ;

c) le cas échéant, alimenter le volet « procédures » afin de mener à bien une des procédures numérisées dans le DAccE et ce conformément aux dispositions décrétales ou réglementaires qui règlent cette procédure ;

d) supprimer, conformément à l'article 1.10.4-7, alinéa 3, le mémo rédigé par un utilisateur ayant un profil d'utilisateur visé au paragraphe 6 ;

3° d'autoriser la consultation du DAccE sur place à l'élève majeur ou aux parents de l'élève mineur ;

4° d'imprimer le rapport imprimable visé à l'article 1.10.4 10, § 2, alinéa 2.

§ 4. Le profil d'utilisateur « membre de l'équipe pédagogique » permet à l'utilisateur ayant ce profil pour les élèves placés sous sa responsabilité, inscrits dans l'école dans laquelle l'utilisateur travaille et inscrits dans le niveau dans lequel il travaille :

1° de disposer d'un accès en lecture pour :

a) consulter les informations des volets « administratif », « parcours scolaire » et « suivi de l'élève » selon les modalités fixées par l'article 1.10.4-9;

b) consulter les informations du volet « procédures » afin de mener à bien une des procédures numérisées dans le DAccE et ce conformément aux dispositions décrétales ou réglementaires qui règlent cette procédure ;

2° de disposer d'un accès en écriture pour :

a) alimenter le volet « suivi de l'élève » et rédiger un mémo ;

b) le cas échéant, alimenter le volet « procédures » afin de mener à bien une des procédures numérisées dans le DAccE et ce conformément aux dispositions décrétales ou réglementaires qui règlent cette procédure ;

3° d'imprimer la dernière version actualisée de l'historique consultable visé à l'article 1.10.2-2, § 5, alinéa 2, 6°, pour l'année scolaire en cours.

§ 5. Le profil d'utilisateur « membre de l'équipe éducative » permet à l'utilisateur ayant ce profil pour les élèves placés sous sa responsabilité, inscrits dans l'école dans laquelle l'utilisateur travaille et inscrits dans le niveau dans lequel il travaille :

1° de disposer d'un accès en lecture pour :

a) consulter les informations des volets « administratif », « parcours scolaire » et « suivi de l'élève » selon les modalités fixées par l'article 1.10.4-9;

b) consulter les informations du volet « procédures » afin de mener à bien une des procédures numérisées dans le DAccE et ce conformément aux dispositions décrétales ou réglementaires qui règlent cette procédure ;

2° de disposer d'un accès en écriture pour :

a) rédiger un mémo ;

b) le cas échéant, alimenter le volet « procédures » afin de mener à bien une des procédures numérisées dans le DAccE et ce conformément aux dispositions décrétales ou réglementaires qui règlent cette procédure ;

3° d'imprimer la dernière version actualisée de l'historique consultable visé à l'article 1.10.2-2, § 5, alinéa 2, 6°, pour l'année scolaire en cours.

§ 6. Le profil d'utilisateur « membre du personnel technique du Centre PMS » permet à l'utilisateur ayant ce profil pour les élèves placés sous sa responsabilité, inscrits dans la ou les école(s) où il réalise ses missions:

1° de disposer d'un accès en lecture pour :

a) consulter les informations des volets « administratif », « parcours scolaire » et « suivi de l'élève » selon les modalités fixées par l'article 1.10.4-9;

b) consulter les informations du volet « procédures » afin de mener à bien une des procédures numérisées dans le DAccE et ce conformément aux dispositions décrétales ou réglementaires qui règlent cette procédure ;

2° de disposer d'un accès en écriture pour :

a) rédiger un mémo ;

b) le cas échéant, alimenter le volet « procédures » afin de mener à bien une des procédures numérisées dans le DAccE et ce conformément aux dispositions décrétales ou réglementaires qui règlent cette procédure ;

3° d'imprimer la dernière version actualisée de l'historique consultable visé à l'article 1.10.2-2, § 5, alinéa 2, 6°, pour l'année scolaire en cours.

§ 7. Le profil d'utilisateur « pouvoir organisateur de l'école » permet à l'utilisateur ayant ce profil pour élèves inscrits dans la/les école(s) dont il est responsable :

1° de disposer d'un accès en lecture pour :

a) consulter les informations des volets « administratif », « parcours scolaire » et « suivi de l'élève » selon les modalités fixées par l'article 1.10.4-9;

b) consulter les informations du volet « procédures » afin de mener à bien une des procédures numérisées dans le DAccE et ce conformément aux dispositions décrétales ou réglementaires qui règlent cette procédure ;

2° de disposer d'un accès en écriture pour :

a) le cas échéant, alimenter le volet « procédures » afin de mener à bien une des procédures numérisées dans le DAccE et ce conformément aux dispositions décrétales ou réglementaires qui règlent cette procédure ;

b) corriger les données écrites en texte libre dans le bilan de synthèse figurant dans le volet « suivi de l'élève » à l'issue de la procédure de conciliation interne visée à l'article 1.10.4 – 13, § 1^{er} ;

c) supprimer, conformément à l'article 1.10.4-7, alinéa 3, le mémo rédigé par un utilisateur ayant un profil d'utilisateur visé aux paragraphes 2, 4 ou 5 ;

3° d'imprimer le rapport imprimable visé à l'article 1.10.4 10, § 2, alinéa 2.

§ 8. Le profil d'utilisateur « pouvoir organisateur du Centre PMS » permet à l'utilisateur ayant ce profil pour les élèves inscrits dans une école pour laquelle le centre PMS qu'il organise est compétent:

1° de disposer d'un accès en lecture pour :

a) consulter les informations des volets « administratif », « parcours scolaire » et « suivi de l'élève » selon les modalités fixées par l'article 1.10.4-9;

b) consulter les informations du volet « procédures » afin de mener à bien une des procédures numérisées dans le DAccE et ce conformément aux dispositions décrétales ou réglementaires qui règlent cette procédure ;

2° de disposer d'un accès en écriture pour :

a) le cas échéant, alimenter le volet « procédures » afin de mener à bien une des procédures numérisées dans le DAccE et ce conformément aux dispositions décrétales ou réglementaires qui règlent cette procédure ;

b) supprimer, conformément à l'article 1.10.4-7, alinéa 3, le mémo rédigé par un utilisateur ayant un profil d'utilisateur visé aux paragraphes 3 ou 6 ;

3° d'imprimer le rapport imprimable visé à l'article 1.10.4 10, § 2, alinéa 2.

§ 9. Le profil d'utilisateur « parents ou élève majeur » permet à l'utilisateur ayant ce profil pour l'élève pour lequel il est responsable :

1° de disposer d'un accès en lecture pour :

a) consulter les informations des volets « administratif », « parcours scolaire » et « suivi de l'élève » selon les modalités fixées par l'article 1.10.4-10;

b) consulter les informations du volet « procédures » afin de mener à bien une des procédures numérisées dans le DAccE et ce conformément aux dispositions décrétales ou réglementaires qui règlent cette procédure ;

2° de disposer d'un accès en écriture pour, le cas échéant, alimenter le volet « procédures » afin de mener à bien une des procédures numérisées dans le DAccE et ce conformément aux dispositions décrétales ou réglementaires qui règlent cette procédure.

3° d'imprimer le rapport imprimable visé à l'article 1.10.4 10, § 2, alinéa 2 ;

4° de contribuer à l'alimentation du volet « suivi de l'élève » conformément à l'article 1.10.4-6 ;

5° de demander au directeur de l'école d'introduire une demande auprès des services du Gouvernement pour faire corriger une donnée inexacte figurant dans le DAccE, selon les modalités et au moyen du modèle de demande fixés par le Gouvernement.

§ 10. Le profil d'utilisateur « Service général de l'Inspection » permet à l'utilisateur ayant ce profil :

1° de disposer d'un accès en lecture pour :

a) le cas échéant, en fonction des nécessités liées à l'exercice de leurs missions et conformément aux dispositions légales et réglementaires, consulter les informations de tous les volets du DAccE ;

b) consulter les informations du volet « procédures » afin de mener à bien une des procédures numérisées dans le DAccE et ce conformément aux dispositions décrétales ou règlementaires qui règlent cette procédure ;

2° de disposer d'un accès en écriture pour, le cas échéant, alimenter le volet « procédures » afin de mener à bien une des procédures numérisées dans le DAccE et ce conformément aux dispositions décrétales ou règlementaires qui règlent cette procédure.

§ 11. Le profil d'utilisateur « Administration » permet à l'utilisateur ayant ce profil :

1° de veiller à l'alimentation des volets « administratif » et « parcours scolaire » ;

2° de contrôler les accès et les actions faites par les utilisateurs du DAccE ;

3° d'assurer le suivi des plaintes introduites par les parents de l'élève mineur ou par l'élève majeur lui-même en application de l'article 1.10.4-12, § 1, 6° ;

4° de procéder aux traitements statistiques, en collaboration avec l'ETNIC, à partir des données du DAccE, sous réserve de leur anonymisation par les méthodes appropriées ;

5° le cas échéant, de consulter ou d'alimenter le volet « procédures » afin de mener à bien une des procédures numérisées dans le DAccE et ce conformément aux dispositions décrétales ou règlementaires qui règlent cette procédure.

CHAPITRE IV. — De l'utilisation du DAccE

Section 1. — De l'alimentation du DAccE

Sous-section 1. — De l'alimentation des volets « administratif » et « parcours scolaires » du DAccE

Art. 1.10.4 – 1 Les volets « administratif » et « parcours scolaire » du DAccE sont alimentés par des données traitées initialement en vertu de dispositions décrétales ou règlementaires et issues de bases de données créées en application de celles-ci.

Les catégories de données du volet « administratif » relatives à l'identification visées à l'article 1.10.2-2, § 3, alinéa 3, 1° et 2°, peuvent comprendre le numéro de registre national des élèves et des parents et les données issues du registre national nécessaires à :

1° l'identification et l'authentification avec certitude les personnes concernées ;

2° l'établissement avec certitude le lien de filiation entre un élève et les parents.

Sous-section 2. — De l'alimentation du volet « suivi de l'élève » du DAccE

Art. 1.10.4 – 2 Le volet « suivi de l'élève » du DAccE est alimenté par des informations issues d'une réflexion collégiale menée par l'équipe éducative de l'école en collaboration, le cas échéant, avec l'équipe pluridisciplinaire du centre PMS, selon les modalités fixées par le Gouvernement. Dans ce cadre, les membres de l'équipe éducative de l'école et les membres de l'équipe pluridisciplinaire du centre PMS agissent sous la responsabilité de leur pouvoir organisateur respectif.

Dans l'enseignement maternel et primaire, le directeur désigne, pour chaque classe, une personne chargée de saisir les données dans le volet « suivi de l'élève ». Dans l'enseignement secondaire, le directeur désigne, pour chaque classe, une personne chargée de saisir les données dans le volet « suivi de l'élève », parmi les membres du conseil de classe. La personne désignée doit disposer d'un profil d'utilisateur « direction d'école » ou « équipe pédagogique » visé à l'article 1.10.3-2, § 1^{er}, 1° ou 3°.

Les mémos sont saisis individuellement par les membres de l'équipe éducative et les membres de l'équipe pluridisciplinaire du centre PMS au cours de la période qui précède les échéances relatives aux bilans de synthèse visées au présent article.

Le membre de l'équipe pluridisciplinaire du centre PMS informe préalablement les parents de l'élève mineur ou l'élève majeur de toute communication adressée à l'équipe éducative de l'école qui est destinée à alimenter le DAccE de l'élève concerné.

Art. 1.10.4 – 3 § 1^{er}. Dans l'enseignement ordinaire, lorsqu'un élève connaît des difficultés d'apprentissage persistantes, le bilan de synthèse est alimenté au plus tard le 31 octobre afin de renseigner les dispositifs spécifiques complémentaires de différenciation et d'accompagnement personnalisé visés aux articles 2.3.1-3 et suivants. L'évaluation et, le cas échéant, les adaptations apportées aux dispositifs spécifiques sont renseignées dans le bilan de synthèse au plus tard le 31 janvier et le 30 juin.

Pour les élèves dont les difficultés d'apprentissage persistantes sont mises en évidence après le 31 octobre, les dispositifs spécifiques complémentaires de différenciation et d'accompagnement personnalisé font l'objet d'un bilan de synthèse au plus tard le 31 janvier. L'évaluation et, le cas échéant, les adaptations apportées aux dispositifs spécifiques sont renseignées dans le bilan de synthèse au plus tard le 30 juin.

Pour les élèves dont les difficultés d'apprentissage persistantes sont mises en évidence après le 31 janvier, les dispositifs spécifiques complémentaires de différenciation et d'accompagnement personnalisé font l'objet d'un bilan de synthèse au plus tard le 30 juin.

Pour les élèves dont des difficultés d'apprentissage ont été mises en évidence et qui achèvent un niveau d'enseignement, le bilan de synthèse du 30 juin comprend la rubrique visée à l'article 1.10.2-2, § 5, alinéa 2, 1°, d). Le présent alinéa n'est pas applicable au degré supérieur de l'enseignement secondaire.

§ 2. Les données reprises dans la rubrique visée à l'article 1.10.2-2, § 5, alinéa 2, 2°, sont saisies et, le cas échéant, actualisées concomitamment à l'alimentation ou à l'actualisation du bilan de synthèse conformément au paragraphe 1^{er}.

Art. 1.10.4 – 4 § 1^{er}. Dans l'enseignement spécialisé, les élèves pour lesquels un plan individuel d'apprentissage (P.I.A.) est élaboré conformément au décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, le bilan de synthèse est alimenté une seule fois en fin d'année scolaire, au 30 juin au plus tard, avec les données pédagogiques utiles pour l'équipe éducative en charge de l'élève lors de l'année scolaire suivante.

Pour les élèves dont des difficultés d'apprentissage ont été mises en évidence et qui achèvent un niveau d'enseignement, le bilan de synthèse du 30 juin comprend la rubrique visée à l'article 1.10.2-2, § 5, alinéa 2, 1^o, *d*). Le présent alinéa n'est pas applicable au degré supérieur de l'enseignement secondaire.

§ 2. Les données reprises dans les rubriques visées à l'article 1.10.2-2, § 5, alinéa 2, 2^o, sont saisies et, le cas échéant, actualisées concomitamment à l'alimentation ou à l'actualisation du bilan de synthèse conformément au paragraphe 1^{er}.

Art. 1.10.4 – 5. Les données reprises dans la rubrique visée à l'article 1.10.2-2, § 5, alinéa 2, 3^o, sont alimentées par des données traitées initialement en vertu de dispositions décrétales ou réglementaires et issues de bases de données créées en application de celles-ci.

Art. 1.10.4 – 6. À la demande des parents de l'élève mineur ou de l'élève majeur lui-même et après s'être assuré de leur caractère adéquat et pertinent au regard du suivi des apprentissages de l'élève, le directeur de l'école ou du centre PMS introduit les documents repris dans la rubrique visée à l'article 1.10.2-2, § 5, alinéa 2, 4^o, qui sont établis par un spécialiste dans le domaine médical, paramédical ou psycho-médical, par une équipe médicale pluridisciplinaire ou par le centre PMS visé à l'article 1.7.8-1, § 1^{er}, alinéa 2.

Les parents de l'élève mineur ou l'élève majeur lui-même peuvent demander ultérieurement l'effacement de ces documents. Le Gouvernement fixe les modalités d'introduction et d'effacement, les conditions de conformité de ces documents, ainsi que le modèle de demande d'ajout ou d'effacement de ces documents dans le DAccE.

Art. 1.10.4 – 7. Les mémos reprennent des annotations personnelles préparatoires à l'élaboration d'un bilan de synthèse. Ils ne reflètent pas l'avis collégial formulé lors de la saisie d'un bilan de synthèse.

Les mémos peuvent être saisis avant l'alimentation du bilan de synthèse.

Les mémos sont systématiquement détruits aux échéances des bilans de synthèse visées aux articles 1.10.4-3 et 1.10.4-4. Le membre de l'équipe éducative ou de l'équipe pluridisciplinaire du centre PMS ayant rédigé le mémo, ainsi que la direction ou le pouvoir organisateur, peuvent supprimer le mémo avant l'échéance du bilan de synthèse.

Sous-section 3. — De l'alimentation du volet « procédures » du DAccE

Art. 1.10.4 – 8. Les dispositions décrétales et réglementaires organisant les procédures administratives numérisées visées à l'article 1.10.2-2, § 6, fixent les modalités d'alimentation du volet « procédures ».

Les données reprises dans les volets « administratif », « parcours scolaire » et « suivi de l'élève » peuvent être affichées ultérieurement dans le volet « procédures ». Les données saisies dans le volet « procédures » peuvent être affichées ultérieurement dans le volet « suivi de l'élève ».

Section 2. — De la consultation du DAccE

Art. 1.10.4 – 9. Pour l'élève qui reste inscrit dans la même école, les pouvoirs organisateurs de l'école et du centre PMS, les membres de l'équipe éducative de l'école et les membres de l'équipe pluridisciplinaire du centre PMS disposent d'un accès en lecture en fonction de leur profil d'utilisateur :

1^o aux volets « administratifs » et « parcours scolaire » ;

2^o au sein du volet « suivi de l'élève », aux rubriques visées à l'article 1.10.2-2, § 5, alinéa 2, 1^o à 5^o et 6^o, *a*).

En cas de changement d'école au sein d'un niveau d'enseignement, les pouvoirs organisateurs de l'école et du centre PMS, les membres de l'équipe éducative de l'école et les membres de l'équipe pluridisciplinaire du centre PMS disposent d'un accès en lecture en fonction de leur profil d'utilisateur :

1^o aux volets « administratifs » et « parcours scolaire » ;

2^o au sein du volet « suivi de l'élève », aux rubriques visées à l'article 1.10.2-2, § 5, alinéa 2, 1^o à 5^o et 6^o, *b*).

Lors d'un passage de niveau, les pouvoirs organisateurs de l'école et du centre PMS, les membres de l'équipe éducative de l'école et les membres de l'équipe pluridisciplinaire du centre PMS en charge de l'élève durant la première année d'un niveau d'enseignement disposent également d'un accès en lecture au bilan de synthèse visé à l'article 1.10.2-2, § 5, alinéa 2, 6^o, *c*).

Art. 1.10.4 – 10. § 1^{er}. Les parents ou l'élève lui-même s'il est majeur peuvent consulter les données figurant dans les volets « administratif », « parcours scolaire » et « suivi de l'élève » au moyen de l'application informatique DAccE visée à l'article 1.10.2-2, § 8. Les données suivantes sont consultables :

1^o l'ensemble des données reprises dans les volets « administratif » et « parcours scolaire » ;

2^o dans le volet « suivi de l'élève », les données reprises :

a) dans les rubriques visées à l'article 1.10.2-2, § 5, alinéa 2, 3^o et 4^o ;

b) dans la rubrique visée à l'article 1.10.2-2, § 5, alinéa 2, 6^o, et ce, dans les limites de l'accès en lecture donné à l'école concernée en application de l'article 1.10.4-9.

§ 2. Les parents ou l'élève s'il est majeur lui-même peuvent consulter au sein de l'école ou du centre PMS le rapport imprimable reprenant les données visées au paragraphe 1^{er} figurant dans le DAccE de l'élève sur simple demande, auprès du directeur de l'école ou du centre PMS.

Ils peuvent également obtenir, sous la forme d'un rapport imprimable dont le Gouvernement fixe le modèle obligatoire, copie des données visées au paragraphe 1^{er} figurant dans le DAccE de l'élève en introduisant une demande écrite adressée au directeur de l'école ou du Centre PMS. Le Gouvernement fixe un modèle de demande de rapport imprimable.

§ 3. Les mémos ne sont pas consultables par les parents ou l'élève majeur.

Section 3. — De la conservation des données reprises dans le DAccE

Art. 1.10.4 – 11. Les données reprises dans les catégories de données visées à l'article 1.10.2-2, §§ 3 et 4 et § 5, alinéa 2, 3^o ne sont pas conservées indépendamment de la base de données dont elles sont issues.

Les données visées à l'article 1.10.2-2, § 5, alinéa 2, 1^o, 2^o, 4^o à 6^o, sont conservées jusqu'à l'écoulement d'un délai de six mois après que l'élève a terminé avec fruit l'enseignement secondaire de plein exercice ou en alternance. Le DAccE de l'élève concerné est détruit à cette date.

Lorsque l'élève cesse de fréquenter l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française avant le terme de sa scolarité obligatoire, le DAccE est suspendu et les données visées à l'article 1.10.2-2, § 5, alinéa 2, 1^o, 2^o, 4^o à 6^o, sont conservées et réactivées s'il se réinscrit dans l'enseignement obligatoire. Ces données sont conservées, au plus tard, jusqu'à l'écoulement d'un délai de six mois après son 20^e anniversaire.

Section 4. — Du règlement d'utilisation du DAccE

Art. 1.10.4 – 12. § 1^{er} Le Gouvernement arrête un règlement d'utilisation du DAccE comprenant au moins les points suivants :

- 1° les règles de déontologie des membres de l'équipe éducative et des membres de l'équipe pluridisciplinaire du centre PMS, notamment en matière de confidentialité ;
- 2° les règles d'utilisation du DAccE ;
- 3° la procédure de conciliation interne et la procédure de recours visées à l'article 1.10.4 – 13;
- 4° les modalités d'exercice du droit visé aux articles 1.10.3 1, § 2, 1.10.3 2, § 9, 4°, 1.10.4-6 et 1.10.4-10, § 2;
- 5° les modalités d'information et de communication aux personnes concernées ainsi que les modalités d'exercice des droits concernés en application du RGPD ;
- 6° la procédure relative à la violation du règlement d'utilisation du DAccE ou des dispositions reprises dans le présent titre.

Lorsqu'un utilisateur accède pour la première fois au DAccE, cet accès est conditionné à la confirmation de la prise de connaissance du règlement d'utilisation du DAccE. Cette confirmation est renouvelée lors de chaque année scolaire et lorsque le règlement d'utilisation du DAccE est modifié.

§ 2. Le Gouvernement désigne un fonctionnaire général ou son délégué chargé de superviser la gestion opérationnelle et l'administration du DAccE, de s'assurer de l'effectivité de l'utilisation du DAccE au sein des écoles et veille au respect du règlement d'utilisation du DAccE.

Il connaît des plaintes selon la procédure visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6° qui n'ont pu être résolues au sein de l'école. S'il l'estime nécessaire, le fonctionnaire général ou son délégué peut mandater le Service général de l'inspection pour mener une mission d'investigation et de contrôle spécifique, laquelle est réalisée conformément à l'article 4, § 3, alinéas 4 et suivants, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'inspection.

Section 5. — De la procédure de conciliation et de recours portant sur l'utilisation du DAccE

Art. 1.10.4 – 13. § 1^{er}. Outre la procédure fixée par le Gouvernement en application de l'article 1.10.3 2, § 9, 4°, le Gouvernement fixe une procédure destinée à concilier les points de vue entre le pouvoir organisateur de l'école et les parents de l'élève mineur ou l'élève majeur portant sur le caractère potentiellement préjudiciable des données saisies dans le commentaire visé à l'article 1.10.2-2, § 5, alinéa 2, 1°, c).

Cette procédure tend à favoriser la conciliation des points de vue et associe le centre PMS en tant que partie prenante à l'élaboration des bilans de synthèse.

L'ensemble de la procédure ne peut durer plus de vingt jours ouvrables et doit comprendre un minimum de cinq jours ouvrables pour permettre aux parents de l'élève mineur ou à l'élève majeur d'introduire leur demande de conciliation. Par dérogation, lorsqu'elle porte sur la teneur du bilan de synthèse établi au 30 juin, la procédure de conciliation se tient durant les périodes d'ouverture d'école et doit être achevée pour le 5 septembre au plus tard.

À l'issue de cette conciliation interne, le bilan de synthèse faisant l'objet de la plainte peut être corrigé par le pouvoir organisateur ou le directeur de l'école. La notification des décisions prises à la suite de cette conciliation interne est soit remise en mains propres aux demandeurs contre accusé de réception, soit adressée par envoi recommandé.

§ 2. À défaut d'avoir pu concilier les points de vue, les parents de l'élève mineur ou l'élève majeur peuvent introduire une demande de suppression du commentaire visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, auprès du fonctionnaire général visé à l'article 1.10.4 - 12, § 2, ou son délégué dans un délai de dix jours ouvrables à partir de la fin de la procédure de conciliation interne. Lorsqu'elle porte sur la teneur du bilan de synthèse établi au 30 juin, la demande doit être introduite au plus tard pour le 15 septembre.

En cas de changement d'école, les parents de l'élève mineur ou l'élève majeur peuvent introduire leur demande de suppression sans avoir mené la conciliation interne visée au paragraphe 1^{er}.

Le fonctionnaire général ou son délégué rend sa décision dans un délai de dix jours ouvrables à dater de la réception de la plainte. Dans l'attente de la décision du fonctionnaire général ou de son délégué, le DAccE de l'élève concerné est suspendu.

À l'issue de cette procédure, le fonctionnaire général ou son délégué peut supprimer ou maintenir la partie du bilan de synthèse comportant un caractère préjudiciable.

Le Gouvernement fixe les autres modalités de cette procédure de recours.

Le fonctionnaire général remet au Gouvernement pour le 31 octobre de chaque année un rapport sur l'application du présent paragraphe lors de l'année scolaire précédente. Ce rapport fait l'objet d'une publication sur le site de référence des services du Gouvernement.

CHAPITRE V. — De la responsabilité du traitement des données reprises dans le DAccE

Art. 1.10.5 – 1 Le Ministère de la Communauté française est, au sens de l'article 4, 7), du RGPD, responsable du traitement des données à caractère personnel contenues dans le DAccE.

Les pouvoirs organisateurs ont la qualité de sous-traitants au sens de l'article 4, 8), du RGPD lorsqu'ils accèdent au DAccE.

Art. 1.10.5– 2 Le DAccE est accessible moyennant une gestion des accès sécurisée et personnalisée. Dans ce cadre, les catégories et les données qui sont traitées par le Ministère de la Communauté française sont celles visées à l'article 6 du décret du 25 avril 2019 relatif à la gouvernance numérique du système scolaire et à la transmission des données numériques dans l'enseignement obligatoire. Le Gouvernement précise, le cas échéant, les autres éléments relatifs à ces données.

Les traitements des données à caractère personnel reprises dans le DAccE sont encadrés par la politique de sécurité du Ministère de la Communauté française.

L'ETNIC en sa qualité de sous-traitant au sens de l'article 4, 8), du RGPD, veille à l'application de cette politique.

Afin de veiller au respect la politique de sécurité, le Ministère de la Communauté française peut faire réaliser des audits et des analyses de risques. Il peut également demander au pouvoir organisateur de mettre en œuvre toutes les mesures correctives qui s'imposent.

CHAPITRE VI. — De l'évaluation de la mise en œuvre du DAccE

Art. 1.10.6 – 1 Le Gouvernement évalue la mise en œuvre du présent titre tous les quatre ans et pour la première fois au cours de l'année scolaire 2027-2028 et en fait rapport au Parlement. »

Chapitre 2 – Dispositions modifiant le Code de l’enseignement fondamental et de l’enseignement secondaire

Art. 2. Dans l’article 1.3.1-1 du Code de l’enseignement fondamental et de l’enseignement secondaire, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un 18°/2 rédigé comme suit :

« 18°/2 : DAcCE : le dossier d’accompagnement de l’élève visé au Titre 10, du présent Livre; »

2° il est inséré un 33°/3 rédigé comme suit :

« 33°/3 ETNIC : l’Entreprise publique des technologies Numériques de l’information et de la communication, organisée par le décret du 25 octobre 2018 relatif à l’Entreprise publique des Technologies Numériques de l’Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) »

3° dans le 45°, les mots « aux articles 371 à 387 du Code civil » sont remplacés par les mots « par l’ancien Code civil ou par le Code civil » ;

4° il est inséré un 53°/1 rédigé comme suit :

« 53°/1 scolarité : période durant laquelle l’élève soumis ou non à l’obligation scolaire, et inscrit et fréquente une école d’enseignement maternel, primaire, fondamental ou secondaire, ordinaire ou spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française ; »

Art.3. Dans l’article 1.5.2-4, alinéa 4, du même Code, les termes « par l’Entreprise publique des technologies nouvelles de l’information et de la communication de la Communauté française (ETNIC) » sont remplacés par les termes « par l’ETNIC ».

Art. 4. Dans l’article 1.7.7-1, alinéa 1^{er}, du même Code, il est inséré un 6° rédigé comme suit:

« 6° un document informatif relatif au fonctionnement du dossier d’accompagnement de l’élève (DAcCE) établi par les services du Gouvernement et reprenant notamment les objectifs du DAcCE, les modalités de transfert entre écoles et les informations sur le droit des parents de l’élève mineur ou de l’élève majeur. »

Art. 5. Dans l’article 1.7.8-1, § 4, du même Code, l’alinéa 6 est complété par la phrase suivante :

« En signant le protocole, les parents de l’élève mineur ou l’élève lui-même s’il est majeur marquent leur consentement sur le fait que l’existence de ce protocole soit mentionnée dans le volet « parcours scolaire » du DAcCE de l’élève. »

Art. 6. Dans l’article 2.3.1-3 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, l’alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Les dispositifs spécifiques sont mentionnés dans le DAcCE de l’élève ».

2° dans le paragraphe 2, les mots « dans un dossier accompagnant l’élève » sont remplacés par les mots « dans le DAcCE de l’élève ».

Art. 7. Dans l’article 2.3.1-4, § 2, alinéa 3, et dans l’article 2.3.1-6, § 3, du même Code, les mots « dans un dossier accompagnant l’élève » sont remplacés par les mots « dans le DAcCE de l’élève ».

Art. 8. Dans le décret du 3 mai 2019 portant les livres 1^{er} et 2 du Code de l’enseignement fondamental et de l’enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun, il est inséré un article 18/2 rédigé comme suit :

« Article 18/2. Sans préjudice de l’organisation en tronc commun visée à l’article 20, les articles 2.3.1-3, 2.3.1-4 et 2.3.1-6 du Code de l’enseignement fondamental et de l’enseignement secondaire ne s’appliquent pas durant l’année scolaire 2022-2023.

Par dérogation à l’article 4, 3° et 4°, e., l’article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, alinéa 2 et paragraphe 4bis, 2° et 3° de la loi du 29 juin 1983 concernant l’obligation scolaire et l’article 15, alinéa 2, 1°, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l’enseignement fondamental et de l’enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre restent en vigueur durant l’année scolaire 2022-2023. »

CHAPITRE 3. — Disposition modifiant la loi du 29 juin 1983 concernant l’obligation scolaire

Art. 9. Dans l’article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 29 juin 1983 concernant l’obligation scolaire, l’alinéa 2 est complété par la phrase suivante :

« Durant l’année scolaire 2022-2023, la possibilité de faire suivre une année complémentaire à un élève de 1e ou de 2e année de l’enseignement primaire est conditionnée par l’obtention préalable d’un accord écrit des parents, tels que définis à l’article 1.3.1-1, 45°, du Code de l’enseignement fondamental et de l’enseignement secondaire. Le pouvoir organisateur tient cet accord écrit à la disposition des services du Gouvernement. »

CHAPITRE 4. — Dispositions finales

Art. 10. § 1^{er}. Dans l’enseignement ordinaire, l’utilisation du DAcCE conformément au présent décret est obligatoire à partir des années scolaires suivantes :

1° 2023-2024 : pour tous les élèves scolarisés en 1^{re}, 2e et 3e année de l’enseignement maternel et en 1^{re}, 2e, 3e et 4e année de l’enseignement primaire ;

2° 2024-2025 : pour tous les élèves scolarisés en 5e année de l’enseignement primaire ;

3° 2025-2026 : pour tous les élèves scolarisés en 6e année de l’enseignement primaire;

4° 2026-2027 : pour tous les élèves scolarisés en 1e année de l’enseignement secondaire;

5° 2027-2028 : pour tous les élèves scolarisés en 2e année de l’enseignement secondaire;

6° 2028-2029 : pour tous les élèves scolarisés en 3e année de l’enseignement secondaire ;

7° 2029-2030 : pour tous les élèves scolarisés en 4e année de l’enseignement secondaire ;

8° 2030-2031 : pour tous les élèves scolarisés en 5e année de l’enseignement secondaire ;

9° 2031-2032 : pour tous les élèves scolarisés en 6e année de l’enseignement secondaire ;

10° 2032-2033 : pour tous les élèves scolarisés en 7e année de l’enseignement secondaire.

§ 2. Un accès facultatif est ouvert au plus tard à partir du mois d'avril qui précède l'année scolaire lors de laquelle l'usage du DAccE devient obligatoire conformément au paragraphe 1^{er}. Cet accès facultatif est clôturé à la fin du mois de juin qui précède l'année scolaire lors de laquelle l'usage du DAccE devient obligatoire conformément au paragraphe 1^{er}. Il permet aux futurs utilisateurs de découvrir et d'appréhender l'outil. Les données encodées durant cette période par ces utilisateurs sont automatiquement et systématiquement supprimées au plus tard au 31 août.

Art. 11. § 1^{er}. Dans l'enseignement maternel spécialisé, l'utilisation du DAccE conformément au présent décret est obligatoire à partir de l'année scolaire 2023-2024.

Dans l'enseignement primaire spécialisé, l'utilisation du DAccE conformément au présent décret est obligatoire à partir des années scolaires suivantes :

- 1°. 2023-2024 : pour tous les élèves scolarisés dans le degré de maturité I;
- 2°. 2024-2025 : pour tous les élèves scolarisés dans les degrés de maturité II et III;
- 3°. 2025-2026 : pour tous les élèves scolarisés dans le degré de maturité IV.

Dans l'enseignement secondaire spécialisé, le phasage suivant est appliqué:

1°. Pour les élèves scolarisés dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 1, l'utilisation du DAccE conformément au présent décret est obligatoire à partir de l'année scolaire 2026-2027;

2°. Pour les élèves scolarisés dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 2, l'utilisation du DAccE conformément au présent décret est obligatoire à partir de l'année scolaire 2026-2027;

3°. Pour les élèves scolarisés dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3, l'utilisation du DAccE conformément au présent décret est obligatoire à partir des années scolaires suivantes :

- a) 2026-2027 : pour tous les élèves scolarisés dans la première phase et de la deuxième phase de la forme 3;
- b) 2027-2028 : pour tous les élèves scolarisés dans la troisième phase de la forme 3;

4°. Pour les élèves scolarisés dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, l'utilisation du DAccE conformément au présent décret est obligatoire à partir des années scolaires suivantes :

- a) 2026-2027 : pour tous les élèves scolarisés en 1^{re} année de l'enseignement secondaire;
- b) 2027-2028 : pour tous les élèves scolarisés en 2^e année de l'enseignement secondaire;
- c) 2028-2029 : pour tous les élèves scolarisés en 3^e année de l'enseignement secondaire;
- d) 2029-2030 : pour tous les élèves scolarisés en 4^e année de l'enseignement secondaire;
- e) 2030-2031 : pour tous les élèves scolarisés en 5^e année de l'enseignement secondaire;
- f) 2031-2032 : pour tous les élèves scolarisés en 6^e année de l'enseignement secondaire ;
- g) 2032-2033 : pour les élèves scolarisés en 7^e année de l'enseignement secondaire.

§ 2. Un accès facultatif est ouvert au plus tard à partir du mois d'avril qui précède l'année scolaire lors de laquelle l'usage du DAccE devient obligatoire conformément au paragraphe 1^{er}. Cet accès facultatif est clôturé à la fin du mois de juin qui précède l'année scolaire lors de laquelle l'usage du DAccE devient obligatoire conformément au paragraphe 1^{er}. Il permet aux futurs utilisateurs de découvrir et d'appréhender l'outil. Les données encodées durant cette période par ces utilisateurs sont automatiquement et systématiquement supprimées au plus tard au 31 août.

Art. 12. Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'article 1.10.4 10, § 1^{er}, et selon les modalités fixées par le Gouvernement, les services du Gouvernement communiquent par voie électronique aux parents de l'élève mineur ou à l'élève majeur une version actualisée du rapport imprimable visé à l'article 1.10.4 10, § 2, alinéa 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire lors de chaque actualisation du volet « suivi de l'élève » effectuée conformément aux articles 1.10.4 – et 1.10.4 - 4 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

Art. 13. L'article 1.10.3-1, § 2, alinéa 2, l'article 1.10.3-2, § 9, 1^o à 3^o, et l'article 1.10.4 – 10, § 1^{er}, entrent en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Art. 14. Sauf en ce qui concerne l'entrée en vigueur prévue à l'article 13, le présent décret entre en vigueur le 1^{er} avril 2022.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 2022.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance,
de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—
Note

Session 2021-2022

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 320-1. – Amendement(s) en commission, n°320-2 - Rapport de commission, n° 320-3 – Texte adopté en commission, n°320-4 - Texte adopté en séance plénière, n°320-5

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 30 mars 2022

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/40819]

31 MAART 2022. — Decreet tot aanlegging van het begeleidingsdossier voor de leerling (DAccE)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — Bepalingen betreffende de aanlegging van een begeleidingsdossier voor de leerling (DAccE) in het Boek 1 van het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs

Artikel 1. In het Boek 1 van het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs wordt een titel 10 ingevoegd, luidend als volgt: "Het begeleidingsdossier voor de leerling (DAccE)" (dossier d'accompagnement de l'élève), waarvan de inhoud hierna volgt:

"TITEL X. — Het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE)

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 1.10.1 - 1 In deze titel wordt verstaan onder:

1° schriftelijke toegang : toegang die de gebruiker in staat stelt om, afhankelijk van het gebruikersprofiel waarover hij beschikt, de gegevens in het DAccE geheel of gedeeltelijk in te voeren, te wijzigen of te verwijderen;

2° leestoegang : toegang die alleen de gebruiker in staat stelt om, afhankelijk van het gebruikersprofiel waarover hij beschikt, de gegevens in het DAccE volledig of gedeeltelijk te raadplegen;

3° samenvattingsverslag : het samenvattingsverslag stemt overeen met de elementen opgenomen in de rubriek bedoeld in artikel 1.10.2-2, § 5, tweede lid, 1°, van het luik "opvolging van de leerling" en bevat de vaststellingen en acties met betrekking tot de opvolging van het leerproces van de leerling, die het mogelijk maken de specifieke aanvullende differentiatie- en gepersonaliseerde begeleidingsmaatregelen bedoeld in de artikelen 2.3.1-3 en volgende, uit te voeren, te evalueren en zo nodig aan te passen;

4° persoonsgegevens : de gegevens in de zin van artikel 4, 1) van de AVG;

5° opvoedend team : het opvoedend team zoals bepaald in artikel 1.3.1-1, 32°, met uitzondering van de secretarissen-bibliothecarissen;

6° memo: individueel en voorbereidend advies opgenomen in de rubriek bedoeld in artikel 1.10.2-2, § 5, tweede lid, 5°, van het luik "opvolging van de leerling", opgesteld door een lid van het opvoedend team of het multidisciplinair team van het PMS-centrum ter attentie van de andere leden met het oog op het invoeren van het samenvattingsverslag;

7° onderwijsniveau : het kleuteronderwijs, het lager onderwijs, de lagere graad van het secundair onderwijs en de hogere graad van het secundair onderwijs;

8° steunpunten : de hulpmiddelen van de leerling waarop hij een beroep kan doen om zijn moeilijkheden te overwinnen;

9° AVG : de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG "(Algemene verordening gegevensbescherming)";

10° gebruikers : elke persoon die toegang heeft tot het DAccE en die over een gebruikersprofiel beschikt;

11° luik "administratief" : het luik van het DAccE bedoeld in artikel 1.10.2-2, § 3;

12° luik "schooltraject" : het luik van het DAccE bedoeld in artikel 1.10.2-2, § 4;

13° luik "Procedures" : het luik van het DAccE bedoeld in artikel 1.10.2-2, § 6;

14° luik "opvolging van de leerling" : het luik van het DAccE, bedoeld in artikel 1.10.2-2, § 5.

HOOFDSTUK II. — Het doel en de structuur van het DAccE

Art. 1.10.2 - 1. Voor elke leerling wordt door de Franse Gemeenschap bij zijn eerste inschrijving in een kleuter-, lagere, basis- of middelbare school, voltijds of alternerend, gewoon of gespecialiseerd, georganiseerd of gesubsidieerd, een begeleidingsdossier (DAccE) aangelegd, dat hem gedurende zijn hele schooltijd volgt.

Art. 1.10.2 - 2 § 1. Het DAccE is een instrument ter ondersteuning van het welslagen van de leerling dat het mogelijk maakt het leren en het schooltraject te volgen, dat bijdraagt tot de continuïteit van het leren en ervoor zorgt dat rekening wordt gehouden met een evoluerende aanpak van de moeilijkheid of de behoefte van de leerling.

Het DAccE maakt het mogelijk de informatie-uitwisseling te versterken tussen de opvoedende teams en de leden van het multidisciplinaire team van het PMS-centrum in de loop van het jaar, tussen studiejaar, tussen de studieniveaus en tussen de scholen in geval van schoolverandering. Het DAccE maakt het mogelijk de informatie-uitwisseling over de beslissingen in verband met het leertraject tussen de school, de ouders en de leerlingen te versterken.

Het DAccE draagt bij tot de uitvoering van administratieve procedures die worden uitgevoerd met toepassing van de decretale of reglementaire bepalingen die betrekking hebben op het schooltraject van de leerling en die gebaseerd zijn op een evolutieve aanpak.

§ 2. Het DAccE bestaat uit vier luiken :

1° een luik "administratief";

2° een luik "schooltraject";

3° een luik "opvolging van de leerling";

4° een luik "procedures".

Elk luik van het DAccE vereist de verwerking van categorieën van persoonsgegevens waarvan de doeleinden in de paragrafen 3 en volgende worden vastgesteld. De vier luiken van het DAccE vullen elkaar aan.

§ 3. Het luik "administratief" stelt de leden van het opvoedend team en de leden van het multidisciplinaire team van het PMS-centrum in staat de leerling te identificeren en zijn/haar ouders of de leerling zelf, indien hij/zij meerderjarig is, te identificeren en te contacteren.

Het luik "administratief" omvat de volgende rubrieken:

1° een rubriek met betrekking tot de informatie die nodig is om de leerling te identificeren ;

2° een rubriek met betrekking tot de informatie die nodig is om de ouders of de leerling indien hij/zij is meerderjarig te identificeren en te contacteren.

De rubrieken bedoeld in het tweede lid, 1° en 2°, bevatten de volgende categorieën van gegevens:

- 1° identificatiegegevens van een leerling ;
- 2° identificatiegegevens van een ouder ;
- 3° communicatiegegevens van een ouder.

Het luik "administratief" van het DAccE wordt ingevuld overeenkomstig artikel 1.10.4-1. De lijst en de opmaak van de gegevens die in de rubrieken van het luik "administratieve" zijn opgenomen, worden door de Regering vastgesteld in de schema's bedoeld in paragraaf 7.

§ 4. Het luik "schooltraject" stelt de leden van het opvoedend team en de leden van het multidisciplinaire team van het PMS-centrum in staat kennis te nemen van de elementen van het schooltraject van de leerling met betrekking tot zijn/haar leerproces.

Het luik "schooltraject" omvat de volgende rubrieken :

1° een rubriek met betrekking tot de informatie over het traject van de vorige jaren, zoals de inschrijvingen tijdens de schooljaren die onder het onderwijsniveau vallen en het laatste jaar van het vorige onderwijsniveau.

2° een rubriek met betrekking tot aanvullende informatie over het traject van het lopende jaar, die het mogelijk maakt te weten of de leerling :

- a) het voorwerp is geweest van een beslissing tot behoud ;
- b) het voorwerp is geweest van een beslissing tot bevordering ;
- c) in aanmerking komt voor een integratie overeenkomstig hoofdstuk X van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

d) van een DASPA-systeem geniet overeenkomstig het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

e) van een FLA-regeling geniet overeenkomstig het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

f) in aanmerking komt voor een protocol voor redelijke aanpassingen overeenkomstig artikel 1.7.8-1, § 4, zesde lid.

3° een gedeelte over de certificering van de leerling.

De rubrieken bedoeld in het tweede lid, 1°, 2° en 3°, bevatten de categorieën van gegevens betreffende de studies en de opleiding en meer bepaald de subcategorie van gegevens betreffende de schooltrajecten.

Het luik "schooltraject" van het DAccE wordt ingevuld overeenkomstig artikel 1.10.4-1. De lijst en de opmaak van de gegevens in de rubrieken van het luik "schooltraject" worden door de regering vastgesteld in de modellen bedoeld in paragraaf 7.

§ 5. Het luik "opvolging van de leerling" stelt de leden van het opvoedend team en de leden van het multidisciplinaire team van het PMS-centrum in staat de informatie die nodig is voor de opvolging van het leerproces van de leerling in te winnen, aan te vullen en uit te wisselen.

Het luik "opvolging van de leerling" bevat de volgende rubrieken:

1°. een rubriek met betrekking tot het samenvattingsverslag dat, in de vorm van beknopte informatie, de volgende elementen bevat :

a) de observatie van de leermoeilijkheden van de leerling en de pedagogische acties die door het opvoedend team van de school, in voorkomend geval, in samenwerking met het multidisciplinaire team van het PMS-centrum, worden uitgevoerd om deze moeilijkheden te verhelpen;

b) in voorkomend geval, de observatie van de steunpunten ;

c) in voorkomend geval, een toelichting op de observaties en acties bedoeld in a) en b);

d) aan het einde van het onderwijsniveau, de observatie van leermoeilijkheden die tijdens de jaren van het onderwijsniveau zijn vastgesteld en aan het einde van het niveau nog steeds worden gevolgd, behalve aan het einde van de hogere graad van het secundair onderwijs.

2°. een rubriek betreffende de aanvullende informatie over de opvolging van het leerproces van de leerling betreffende de acties van de ouders om het leerproces van hun kind te ondersteunen;

3°. een rubriek betreffende de aanvullende informatie over de opvolging van het leerproces van de leerling met vermelding van de taal die thuis wordt gesproken;

4°. een rubriek betreffende de informatie en documenten van medische/paramedische aard, in voorkomend geval, die door de ouders van de leerling of door de leerling zelf worden toegezonden, indien hij/zij meerderjarig is overeenkomstig artikel 1.10.4-6;

5°. een rubriek betreffende de memo's waarin de informatie over de opvolging van het leerproces van de leerling is opgenomen die nodig is voor het opstellen van een samenvattingsverslag overeenkomstig artikel 1.10.4-7;

6°. een rubriek betreffende de historiek die de informatie bedoeld in 1° tot 4° voor de betrokken samenvattingsverslagen bevat en die de volgende elementen bevat:

a) hetzij, voor het DAccE van de leerling die op dezelfde school ingeschreven blijft, de samenvattingsverslagen bedoeld in 1° en de ouderacties bedoeld in 2° die, in voorkomend geval, worden opgesteld tijdens het lopende schooljaar, alsmede de samenvattingsverslagen bedoeld in 1° en de ouderacties bedoeld in 2° die, in voorkomend geval, worden opgesteld aan het einde van de verschillende schooljaren die vallen onder het onderwijsniveau waarin de leerling is ingeschreven ;

b) hetzij, voor het DAccE van de leerling die van school veranderd is, de samenvattingsverslagen bedoeld in 1° en de ouderacties bedoeld in 2° die, in voorkomend geval, worden opgesteld tijdens het lopende schooljaar, alsook de samenvattingsverslagen bedoeld in 1° en de ouderacties bedoeld in 2° die, in voorkomend geval, worden opgesteld op het einde van het vorige schooljaar. De voorgeschiedenis wordt vervolgens aangevuld met de samenvattingsverslagen bedoeld in 1° en de ouderacties bedoeld in 2° die in voorkomend geval later worden opgesteld voor de verschillende schooljaren die onder het onderwijsniveau vallen waarin de leerling is ingeschreven;

c) voor het DAccE van een leerling die van onderwijsniveau is veranderd, het samenvattingsverslag bedoeld in 1° en de acties van de ouders bedoeld in 2° die, in voorkomend geval, worden opgesteld aan het einde van het laatste schooljaar van het vorige onderwijsniveau. Deze elementen zijn alleen zichtbaar tijdens het eerste jaar van het onderwijsniveau waarin de leerling is ingeschreven.

De rubrieken bedoeld in het tweede lid, 1° en 5°, bevatten geen enkele categorie van gegevens in verband met de gezondheid.

De rubrieken bedoeld in het tweede lid, 2° en 4° bevatten de categorieën van gegevens betreffende de gezondheid van het kind. De gegevens in de rubrieken bedoeld in het tweede lid 2° en 4° worden verwerkt op basis van de toestemming van de ouders van de leerling of van de leerling zelf indien deze meerderjarig is in de zin van artikel 9, § 2, onder a), van de AVG. De Regering bepaalt de wijze waarop de toestemming wordt verkregen voor de gegevens die opgenomen zijn in de rubriek bedoeld in het tweede lid, 2° en 4°.

De rubriek bedoeld in het tweede lid, 3°, bevat de categorieën van gegevens betreffende de identificatie van de leerling.

Het luik "opvolging van de leerling" van het DAccE wordt ingevuld overeenkomstig de artikelen 1.10.4-2 tot en met 1.10.4-7. De lijst en de opmaak van de gegevens die in de rubrieken van het luik "opvolging van de leerling" worden opgenomen, worden door de regering vastgesteld in de modellen bedoeld in paragraaf 7.

§ 6. Het luik "procedures" stelt degenen die betrokken zijn bij een procedure overeenkomstig een decretale of reglementaire bepaling in staat informatie uit te wisselen over procedures voorzien op grond van een decretale of reglementaire bepaling die betrekking heeft op het schooltraject en die gebaseerd is op een evoluerende benadering van de moeilijkheid of de behoefte van de leerling.

In het luik "procedures" zijn de gedigitaliseerde versies van de procedures bedoeld in het eerste lid opgenomen. Dit luik bevat categorieën gegevens die worden verwerkt op grond van een betrokken decretale of reglementaire bepaling.

Het luik "procedures" van het DAccE wordt ingevuld overeenkomstig artikel 1.10.4-8. In de decretale en reglementaire bepalingen houdende de organisatie van de gedigitaliseerde administratieve procedures bedoeld in het eerste lid worden de nadere regels voor de raadpleging van het luik "procedures" vastgesteld.

§ 7. De Regering stelt de modellen van het DAccE vast, rekening houdend met de luiken en rubrieken bedoeld in dit artikel.

Er is een model vastgesteld dat van toepassing op :

- 1° het gewoon kleuteronderwijs ;
- 2° het gespecialiseerd kleuteronderwijs ;
- 3° het gewoon lager onderwijs ;
- 4° het gespecialiseerd lager onderwijs ;
- 5° de lagere graad van het gewoon secundair onderwijs ;
- 6° de hogere graad van het gewoon secundair onderwijs ;
- 7° het gespecialiseerd secundair onderwijs.

§ 8. Het DAccE neemt de vorm aan van een computerapplicatie ontwikkeld door ETNIC en is toegankelijk via de digitale ruimten bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, 1° en 3° van het decreet van 25 april 2019 betreffende het digitaal bestuur van het schoolstelsel en de overdracht van digitale gegevens in het leerplichtonderwijs.

De computerapplicatie DAccE volgt de structuur van het DAccE die bepaald is in de modellen bedoeld in paragraaf 7.

§ 9. De persoonsgegevens opgenomen in de luiken van het DAccE kunnen worden gebruikt voor statistische verwerking, op voorwaarde dat ze door de diensten van de Algemene Administratie van het Onderwijs van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, in samenwerking met ETNIC, via aangepaste methoden anoniem worden gemaakt.

Art. 1.10.2 - 3 Het DAccE is persoonlijk, specifiek voor elke leerling, heeft alleen betrekking op de leerling en bevat slechts persoonsgegevens of documenten die betrekking hebben op de leerling, met uitzondering van identificatiegegevens en contactgegevens van zijn ouders indien hij minderjarig is. Het bevat geen gegevens betreffende tuchtrechtelijke beslissingen of resultaten van summatieve of certificatieve proeven, met uitzondering van de vermelding van de door de leerling behaalde getuigschriften en de data waarop deze werden behaald.

Het DAccE is perspectief op verandering. De gegevens in het DAccE worden gedurende de gehele schooltijd van de leerling regelmatig ingevoerd, bijgewerkt en geschrapt, met name in het belang van de leerling, overeenkomstig hoofdstuk 4, afdeling 1.

Het DAccE is vertrouwelijk en alleen toegankelijk voor personen die bij of krachtens deze titel gemachtigd zijn er toegang toe te hebben. Elke gebruiker is verplicht de vertrouwelijkheid van de in het DAccE opgenomen gegevens te respecteren.

HOOFDSTUK III. — Toegang tot het DAccE en gebruikersprofielen

Art. 1.10.3 - 1 § 1. Elk lid van het opvoedend team en van het multidisciplinaire team van het PMS-centrum heeft alleen toegang tot het DAccE van de leerlingen die ingeschreven zijn in de school en in het niveau waar hij/zij werkt of waarvoor hij/zij bevoegd is.

De inrichtende macht van een school heeft toegang tot het DAccE van de leerlingen die ingeschreven zijn in de school die zij organiseert. De inrichtende macht van een PMS-centrum heeft toegang tot het DAccE van de leerlingen die ingeschreven zijn in de scholen waarvoor het PMS-centrum dat zij organiseert, bevoegd is.

De diensten van de regering creëren, volgens de nadere regels bepaald door de Regering en onder voorbehoud van validering door de inrichtende macht van een school of een PMS-centrum, de toegangen voor de gebruikers van het DAccE die onder de verantwoordelijkheid van deze inrichtende macht vallen.

De inrichtende macht van de school of haar afgevaardigde beheert de sluiting of de schorsing van de aan haar personeelsleden verleende toegang volgens de nadere regels bepaald door de regering. De inrichtende macht van het PMS-centrum of haar afgevaardigde beheert de sluiting of de schorsing van de aan haar personeelsleden verleende toegang volgens de nadere regels bepaald door de regering. Bij gebreke daarvan kunnen de diensten van de regering de aan het DAccE-gebruikers verleende toegang bijwerken.

§ 2. De ouders van een minderjarige leerling hebben toegang tot het DAccE van hun kind. Een meerderjarige leerling heeft toegang tot het DAccE dat op hem/haar betrekking heeft.

De diensten van de regering beheren de toegang tot de computerapplicatie DAccE, bedoeld in artikel 1.10.2-2, § 8, voor de ouders of de meerderjarige leerling volgens de door de regering bepaalde nadere regels.

De leerling of de ouder stelt de directeur van de school in kennis van elke rechterlijke beslissing betreffende de uitoefening van het ouderlijk gezag of de meerderjarigheid en die gevolgen heeft voor de toegang tot het DAccE, zoals bedoeld in het eerste lid en het tweede lid. De directeur stelt de diensten van de regering onverwijld in kennis.

§ 3. De ambtenaar-generaal of zijn afgevaardigde bedoeld in artikel 1.10.4-12, § 2, creëert toegangen voor DAccE-gebruikers die deel uitmaken van de Algemene Administratie van het onderwijs en van de Algemene Inspectiedienst in functie van de vereisten die gebonden zijn aan de uitoefening van hun opdrachten. Deze toegangen worden tijdelijk verleend voor de tijd die nodig is om hun opdrachten uit te voeren.

Art. 1.10.3 - 2 § 1. Elke persoon die toegang heeft tot het DAccE overeenkomstig artikel 1.10.3-1, krijgt een of meer gebruikersprofielen toegewezen die overeenstemmen met zijn/haar functie of verantwoordelijkheid. De DAccE-gebruikersprofielen zijn als volgt:

- 1° "directie van de school" ;
- 2° "directie van het PMS-centrum";
- 3° "lid van het pedagogische team" ;
- 4° "lid van het opvoedend team" ;
- 5° "lid van het technisch personeel van het PMS-centrum";
- 6° "inrichtende macht van de school" ;
- 7° "inrichtende macht van het PMS-centrum" ;
- 8° "ouders of meerderjarige leerling" ;
- 9° "Algemene Inspectiedienst" ;
- 10° "Administratie".

§ 2. Het gebruikersprofiel "directie van de school" maakt het mogelijk voor de gebruiker met dit profiel voor de leerlingen die onder zijn/haar verantwoordelijkheid vallen :

1° om een leestoeegang te hebben om :

a) de informatie in de luiken "administratief", "schooltraject" en "opvolging van de leerling" te raadplegen volgens de in artikel 1.10.4-9 bepaalde nadere regels;

b) de informatie in het luik "procedures" te raadplegen om één van de in het DAccE gedigitaliseerde procedures uit te voeren overeenkomstig de decretale of reglementaire bepalingen die deze procedure regelen;

2° om schriftelijke toegang te hebben om :

a) documenten met de medische/paramedische gegevens die nuttig zijn voor de opvolging van het leerproces van de leerling in te voeren in het luik "opvolging van de leerling", overeenkomstig artikel 1.10.4-6, eerste lid;

b) het luik "opvolging van de leerling" in te vullen en een memo op te stellen ;

c) indien nodig, het luik "procedures" in te vullen om één van de in het DAccE gedigitaliseerde procedures uit te voeren overeenkomstig de decretale of reglementaire bepalingen die deze procedure regelen;

d) de gegevens geschreven in vrije tekst in het samenvattingsverslag in het luik "opvolging van de leerling" te verbeteren aan het einde van de interne bemiddelingsprocedure bedoeld in artikel 1.10.4 - 13, § 1;

e) overeenkomstig artikel 1.10.4-7, derde lid, de memo opgesteld door een gebruiker met een gebruikersprofiel bedoeld in de paragrafen 4 of 5 te verwijderen.

3° aan de meerderjarige leerling of aan de ouders van een minderjarige leerling toegang te verlenen om het DAccE ter plaatse te raadplegen;

4° het afdrubbare verslag bedoeld in artikel 1.10.4 10, § 2, tweede lid, af te drukken.

§ 3. Het gebruikersprofiel "directie van het PMS-centrum" maakt het mogelijk voor de gebruiker met dit profiel voor de leerlingen die onder zijn/haar verantwoordelijkheid vallen, die zijn ingeschreven in de school of scholen waar hij/zij zijn/haar opdrachten uitvoert:

1° om leestoeegang te hebben om :

a) de informatie in de luiken "administratief", "schooltraject" en "opvolging van de leerlingen" te raadplegen volgens de nadere regels bepaald in artikel 1.10.4-9;

b) de informatie in het luik "procedures" te raadplegen om één van de in het DAccE gedigitaliseerde procedures uit te voeren overeenkomstig de decretale of reglementaire bepalingen die deze procedure regelen;

2° om de schriftelijke toegang te hebben om :

a) documenten met de medische/paramedische gegevens die nuttig zijn voor de opvolging van het leerproces van de leerling in te voeren in het luik "opvolging van de leerling", overeenkomstig artikel 1.10.4-6, eerste lid;

b) een memo op te stellen;

c) indien nodig, het luik "procedures" in te vullen om één van de in het DAccE gedigitaliseerde procedures uit te voeren overeenkomstig de decretale of reglementaire bepalingen die deze procedure regelen;

d) overeenkomstig artikel 1.10.4-7, derde lid, de memo opgesteld door een gebruiker met een gebruikersprofiel bedoeld in paragraaf 6 te verwijderen ;

3° om de raadpleging van het DAccE ter plaatse aan de meerderjarige leerling of aan de ouders van de minderjarige leerling toe te staan;

4° het afdrubbare verslag bedoeld in artikel 1.10.4 10, § 2, tweede lid, af te drukken.

§ 4. Het gebruikersprofiel "lid van het pedagogisch team" maakt het mogelijk voor de gebruiker met dit profiel voor de leerlingen die onder zijn/haar verantwoordelijkheid vallen, en die ingeschreven zijn in de school waar de gebruiker werkt en die ingeschreven zijn in het niveau waar hij/zij werkt:

1° om leestoeegang te hebben om :

a) de informatie in de luiken "administratief", "schooltraject" en "opvolging van de leerlingen" te raadplegen volgens de nadere regels bepaald in artikel 1.10.4-9 ;

b) de informatie in het luik "procedures" te raadplegen om één van de in het DAccE gedigitaliseerde procedures uit te voeren overeenkomstig de decretale of reglementaire bepalingen die deze procedure regelen;

2° om de schriftelijke toegang te hebben om :

a) het luik "opvolging van de leerling" in te vullen en een memo op te stellen ;

b) indien nodig, het luik "procedures" in te vullen om één van de in het DAccE gedigitaliseerde procedures uit te voeren overeenkomstig de decretale of reglementaire bepalingen die deze procedure regelen;

3° om de laatste bijgewerkte versie van de opzoekbare historiek bedoeld in artikel 1.10.2-2, § 5, tweede lid, 6°, voor het lopende schooljaar af te drukken.

§ 5. Het gebruikersprofiel "lid van het opvoedend team" maakt het mogelijk voor de gebruiker met dit profiel voor de leerlingen die onder zijn/haar verantwoordelijkheid vallen, die ingeschreven zijn in de school waar de gebruiker werkt en die ingeschreven zijn in het niveau waar hij/zij werkt:

1° om leestoeegang te hebben om :

a) de informatie in de luiken "administratief", "schooltraject" en "opvolging van de leerlingen" te raadplegen volgens de nadere regels bepaald in artikel 1.10.4-9;

b) de informatie in het luik "procedures" te raadplegen om een van de in het DAccE gedigitaliseerde procedures uit te voeren overeenkomstig de decretale of reglementaire bepalingen die deze procedure regelen;

2° om de schriftelijke toegang te hebben om :

a) een memo op te stellen;

b) indien nodig, het luik "procedures" in te vullen om één van de in het DAccE gedigitaliseerde procedures uit te voeren overeenkomstig de decretale of reglementaire bepalingen die deze procedure regelen;

3° de laatste bijgewerkte versie van de opzoekbare historiek bedoeld in artikel 1.10.2-2, § 5, tweede lid, 6°, voor het lopende schooljaar af te drukken.

§ 6. Het gebruikersprofiel "lid van het technisch personeel van het PMS-centrum" maakt het mogelijk voor de gebruiker met dit profiel voor de leerlingen die onder zijn/haar verantwoordelijkheid staan en die zijn ingeschreven in de school of scholen waar hij/zij zijn/haar opdrachten uitvoert:

1° om leestoeegang te hebben om :

a) de informatie van de luiken "administratief", "schooltraject" en "opvolging van de leerlingen" te raadplegen volgens de nadere regels bepaald in artikel 1.10.4-9;

b) de informatie in het luik "procedures" te raadplegen om een van de in het DAccE gedigitaliseerde procedures uit te voeren overeenkomstig de decretale of reglementaire bepalingen die deze procedure regelen;

2° om schriftelijke toegang te hebben om :

a) een memo op te stellen;

b) indien nodig, het luik "procedures" in te vullen om één van de in het DAccE gedigitaliseerde procedures uit te voeren overeenkomstig de decretale of reglementaire bepalingen die deze procedure regelen;

3° de laatste bijgewerkte versie van de opzoekbare historiek bedoeld in artikel 1.10.2-2, § 5, tweede lid, 6°, voor het lopende schooljaar af te drukken.

§ 7. Het gebruikersprofiel "inrichtende macht van de school" maakt het mogelijk voor de gebruiker met dit profiel voor de leerlingen die ingeschreven zijn in de school of scholen waarvoor hij/zij verantwoordelijk is:

1° om leestoeegang te hebben om :

a) de informatie van de luiken "administratief", "schooltraject" en "opvolging van de leerlingen" te raadplegen volgens de nadere regels bepaald in artikel 1.10.4-9;

b) de informatie van het luik "procedures" te raadplegen om één van de in het DAccE gedigitaliseerde procedures uit te voeren overeenkomstig de decretale of reglementaire bepalingen die deze procedure regelen;

2° om de schriftelijke toegang te hebben om :

a) indien nodig, het luik "procedures" in te vullen om één van de in het DAccE gedigitaliseerde procedures uit te voeren overeenkomstig de decretale of reglementaire bepalingen die deze procedure regelen;

b) de gegevens geschreven in vrije tekst in het samenvattingsverslag in het luik "opvolging van de leerling" te verbeteren aan het einde van de in artikel 1.10.4 - 13, § 1 bedoelde interne bemiddelingsprocedure;

c) overeenkomstig artikel 1.10.4-7, derde lid, de memo opgesteld door een gebruiker met een gebruikersprofiel bedoeld in de paragrafen 2, 4 of 5 te verwijderen;

3° het afdrubbare verslag bedoeld in artikel 1.10.4 10, § 2, tweede lid, af te drukken.

§ 8. Het gebruikersprofiel "inrichtende macht van het PMS-centrum" maakt het mogelijk voor de gebruiker met dit profiel voor de leerlingen die ingeschreven zijn in een school waarvoor het door hem/haar georganiseerde PMS-centrum bevoegd is:

1° om leestoeegang te hebben om :

a) de informatie van de luiken "administratief", "schooltraject" en "opvolging van de leerlingen" te raadplegen volgens de nadere regels bepaald in artikel 1.10.4-9;

b) de informatie van het luik "procedures" te raadplegen om één van de in het DAccE gedigitaliseerde procedures uit te voeren overeenkomstig de decretale of reglementaire bepalingen die deze procedure regelen;

2° om de schriftelijke toegang te hebben om :

a) indien nodig, het luik "procedures" in te vullen om één van de in het DAccE gedigitaliseerde procedures uit te voeren overeenkomstig de decretale of reglementaire bepalingen die deze procedure regelen;

b) overeenkomstig artikel 1.10.4-7, derde lid, de memo opgesteld door een gebruiker met een gebruikersprofiel bedoeld in de paragrafen 3 of 6, te verwijderen;

3° het afdrubbare verslag bedoeld in artikel 1.10.4 10, § 2, tweede lid, af te drukken.

§ 9. Het gebruikersprofiel "ouders of meerderjarige leerling" maakt het mogelijk voor de gebruiker met dit profiel voor de leerling waarvoor hij/zij verantwoordelijk is :

1° om leestoeegang te hebben om :

a) de informatie van de luiken "administratief", "schooltraject" en "opvolging van de leerling" te raadplegen volgens de nadere regels bepaald in artikel 1.10.4-10;

b) de informatie van het luik "procedures" te raadplegen om één van de in het DAccE gedigitaliseerde procedures uit te voeren overeenkomstig de decretale of reglementaire bepalingen die deze procedure regelen;

2° de schriftelijke toegang te hebben om, indien nodig, het luik "procedures" te raadplegen om één van de in het DAccE gedigitaliseerde procedures uit te voeren overeenkomstig de decretale of reglementaire bepalingen die deze procedure regelen.

3° het afdrukbaar verslag bedoeld in artikel 1.10.4 10, § 2, tweede lid, af te drukken;

4° bij te dragen aan het luik "opvolging van de leerling" overeenkomstig artikel 1.10.4-6 ;

5° het directeur van de school te vragen een verzoek in te dienen bij de diensten van de regering om onjuiste gegevens in het DAccE te verbeteren volgens de nadere regels en door middel van het model van verzoek bepaald door de regering

§ 10. Het gebruikersprofiel "Algemene inspectiedienst" maakt het mogelijk voor de gebruiker met dit profiel:

1° om leestoegang te hebben om:

a) in voorkomend geval, afhankelijk van de vereisten gebonden aan de uitoefening van hun opdrachten en overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen, de informatie van alle luiken van het DAccE te raadplegen;

b) de informatie van het luik "procedures" te raadplegen om één van de in het DAccE gedigitaliseerde procedures uit te voeren overeenkomstig de decretale of reglementaire bepalingen die deze procedure regelen;

2° de schriftelijke toegang te hebben om, indien nodig, het luik "procedures" in te vullen om één van de in het DAccE gedigitaliseerde procedures uit te voeren, overeenkomstig de decretale of reglementaire bepalingen die deze procedure regelen.

§ 11. Met het gebruikersprofiel "Bestuur" kan de gebruiker:

1° ervoor zorgen dat de luiken "administratief" en "schooltraject" worden gevoed;

2° de toegang en de handelingen van de gebruikers van het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE) controleren;

3° gevolg geven aan klachten ingediend door de ouders van de minderjarige leerling of door de meerderjarige leerling met toepassing van artikel 1.10.4-12, § 1, 6° ;

4° in samenwerking met ETNIC, statistische verwerkingen uitvoeren op basis van DAccE-gegevens, mits deze via passende methoden worden geanonimiseerd;

5° indien nodig, het luik "procedures" raadplegen of voeden om een van de in het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE) gedigitaliseerde procedures uit te voeren, overeenkomstig de decretale of reglementaire bepalingen die op deze procedure van toepassing zijn.

HOOFDSTUK IV. — Het gebruik van het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE)

Afdeling 1. — Voeding van het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE)

Onderafdeling 1. — Voeding voor de luiken "administratief" en "schooltraject" van het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE)

Art. 1.10.4 - 1 De luiken "administratief" en "schooltraject" van het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE) worden gevoed door gegevens die oorspronkelijk werden verwerkt op grond van decretale of reglementaire bepalingen en uit gegevensbanken die werden gecreëerd in toepassing van deze bepalingen.

De categorieën van gegevens in het "administratieve" luik betreffende de identificatie, bedoeld in artikel 1.10.2-2, § 3, derde lid, 1° en 2°, kunnen het rijksregisternummer van de leerlingen en de ouders omvatten, alsmede de gegevens uit het rijksregister die nodig zijn voor:

1° de identificatie en het authenticeren van de betrokken personen;

2° het met zekerheid vaststellen van de ouder-kindrelatie tussen een leerling en de ouders.

Onderafdeling 2. — Over de voeding van het luik "leerlingvolgsysteem" van het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE)

Art. 1.10.4 - 2 Het luik "leerlingvolgsysteem" van het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE) wordt gevoed met informatie die het resultaat is van een collegiale reflectie, uitgevoerd door het opvoedend team van de school in samenwerking, in voorkomend geval, met het multidisciplinaire team van het PMS-centrum, volgens de door de regering vastgelegde procedures. In dit kader handelen de leden van het opvoedend team van de school en de leden van het multidisciplinaire team van het PMS-centrum onder de verantwoordelijkheid van hun respectieve inrichtende macht.

In het kleuter- en lager onderwijs wijst de directeur voor elke klas een persoon aan die de gegevens in het leerlingvolgsysteem invoert. In het secundair onderwijs wijst de directeur voor elke klas onder de leden van de klassenraad een persoon aan die verantwoordelijk is voor het invoeren van de gegevens in het luik "leerlingvolgsysteem". De aangewezen persoon moet beschikken over een gebruikersprofiel "schoolleiding" of "pedagogisch team" als bedoeld in artikel 1.10.3-2, § 1, 1° of 3°.

De memo's worden individueel door de leden van het opvoedend team en de leden van het multidisciplinaire team van het PMS-centrum ingevuld in de periode die voorafgaat aan de termijnen voor de in dit artikel bedoelde samenvattende verslagen.

Het lid van het multidisciplinaire team van het PMS-centrum brengt de ouders van de minderjarige leerling of de meerderjarige leerling vooraf op de hoogte van elke mededeling die gericht is aan het opvoedend team van de school en die bedoeld is om het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE) van de betrokken leerling te voeden.

Art. 1.10.4 - 3 § 1. In het gewone onderwijs wordt, wanneer een leerling aanhoudende leerproblemen ondervindt, het samenvattend verslag uiterlijk op 31 oktober voltooid om informatie te verstrekken over de specifieke aanvullende differentiatie- en de gepersonaliseerde ondersteuningsmaatregelen als bedoeld in de artikelen 2.3.1-3 en volgende. De evaluatie en, in voorkomend geval, de aanpassingen van de specifieke regelingen worden uiterlijk op 31 januari en 30 juni in het samenvattend verslag opgenomen.

Voor leerlingen van wie de aanhoudende leerproblemen na 31 oktober worden vastgesteld, wordt uiterlijk op 31 januari een samenvattend verslag opgesteld over de specifieke aanvullende regelingen voor differentiatie- en gepersonaliseerde ondersteuning. De evaluatie en, in voorkomend geval, de aanpassingen van de specifieke regelingen worden uiterlijk op 30 juni in het samenvattend verslag opgenomen.

Voor leerlingen van wie de aanhoudende leerproblemen na 31 januari worden vastgesteld, wordt uiterlijk op 30 juni een samenvattend verslag opgesteld over de specifieke aanvullende regelingen voor differentiatie en gepersonaliseerde ondersteuning.

Voor leerlingen met vastgestelde leerproblemen die een onderwijsniveau voltooien, bevat het samenvattend verslag van 30 juni de rubriek bedoeld in artikel 1.10.2-2, § 5, tweede lid, 1°, d). Dit lid is niet van toepassing op het hoger secundair onderwijs.

§ 2. De gegevens in de rubriek bedoeld in artikel 1.10.2-2, § 5, tweede lid, 2°, worden ingevoerd en, in voorkomend geval, geactualiseerd op het ogenblik dat het samenvattend verslag wordt ingevoerd of geactualiseerd overeenkomstig de eerste paragraaf.

Art. 1.10.4 - 4 § 1. Voor leerlingen in het gespecialiseerd onderwijs voor wie een individueel leerplan (PIA) wordt opgesteld overeenkomstig het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, wordt het samenvattend verslag aan het einde van het schooljaar, uiterlijk op 30 juni, één keer ingevuld met de pedagogische gegevens die nuttig zijn voor het opvoedend team dat tijdens het volgende schooljaar voor de leerling verantwoordelijk is.

Voor leerlingen met vastgestelde leerproblemen die een onderwijsniveau voltooiën, bevat het samenvattend verslag van 30 juni de rubriek bedoeld in artikel 1.10.2-2, § 5, tweede lid, 1°, d). Dit lid is niet van toepassing op het hoger secundair onderwijs.

§ 2. De gegevens in de rubrieken bedoeld in artikel 1.10.2-2, § 5, tweede lid, 2°, worden ingevoerd en, in voorkomend geval, bijgewerkt op het ogenblik dat het samenvattend verslag wordt ingevoerd of bijgewerkt overeenkomstig de eerste paragraaf.

Art. 1.10.4 - 5. De gegevens opgenomen in de rubriek bedoeld in artikel 1.10.2-2, § 5, tweede lid, 3°, worden gevoerd door gegevens die aanvankelijk werden verwerkt krachtens decretale of reglementaire bepalingen en die afkomstig zijn uit gegevensbanken die in toepassing daarvan werden aangelegd.

Art. 1.10.4 - 6. Op verzoek van de ouders van de minderjarige leerling of van de meerderjarige leerling zelf en na zich ervan te hebben vergewist dat zij passend en relevant zijn voor het volgen van het leerproces van de leerling, voert de directeur van de school of het PMS-centrum de documenten in die zijn opgesomd in de rubriek bedoeld in artikel 1.10.2-2, § 5, tweede lid, 4°, die worden opgesteld door een specialist op medisch, paramedisch of psycho-medisch gebied, door een multidisciplinair medisch team of door het PMS-centrum bedoeld in artikel 1.7.8-1, § 1, tweede lid.

De ouders van de minderjarige leerling of de meerderjarige leerling zelf kunnen later verzoeken om deze documenten te verwijderen. De regering legt de procedures voor de invoering en de schrapping van deze documenten, de voorwaarden voor de naleving ervan en het model voor het verzoek om toevoeging of schrapping van deze documenten vast in het begeleidingsdossier van de leerling (DACCe).

Art. 1.10.4 - 7. De memo's bevatten persoonlijke aantekeningen ter voorbereiding van de opstelling van een samenvattend verslag. Zij weerspiegelen niet het collegiale advies dat bij de indiening van een samenvattend verslag wordt geformuleerd.

Memo's kunnen worden ingevoerd voordat het samenvattend verslag wordt ingevoerd.

De memo's worden systematisch vernietigd bij de in de artikelen 1.10.4-3 en 1.10.4-4 bedoelde beknopte beoordelingen. Het lid van het opvoedend team of het multidisciplinair team van het PMS-centrum dat de nota heeft opgesteld, alsook de directie of de inrichtende macht, kunnen de nota vóór de uiterste datum voor de beknopte evaluatie schrappen.

Onderafdeling 3. — Voeding van de afdeling "procedures" van het begeleidingsdossier van de leerling (DACCe)

Art. 1.10.4 - 8. In de decretale en reglementaire bepalingen tot organisatie van de gedigitaliseerde administratieve procedures, bedoeld in artikel 1.10.2-2, § 6, worden de modaliteiten voor de voeding van het luik "procedures" vastgesteld.

Gegevens die zijn ingevoerd in de rubrieken "administratief", "schooltraject" en "Leerlingvolgsysteem" kunnen later worden weergegeven in het luik "procedures". Gegevens die in het luik "procedures" zijn ingevoerd, kunnen later in het luik "leerlingvolgsysteem" worden weergegeven.

Afdeling 2. — Raadpleging van het begeleidingsdossier van de leerling (DACCe)

Art. 1.10.4 - 9. Voor een leerling die op dezelfde school ingeschreven blijft, hebben de inrichtende machten van de school en het PMS-centrum, de leden van het opvoedend team van de school en de leden van het multidisciplinaire team van het PMS-centrum leestoegang naar gelang van hun gebruikersprofiel:

1° tot de luiken "administratief" en "schooltraject";

2° binnen het luik "leerlingvolgsysteem", tot de rubrieken bedoeld in artikel 1.10.2-2, § 5, tweede lid, 1° tot en met 5° en 6°, a).

Bij verandering van school binnen een onderwijsniveau hebben de inrichtende machten van de school en het PMS-centrum, de leden van het opvoedend team van de school en de leden van het multidisciplinaire team van het PMS-centrum leestoegang naargelang hun gebruikersprofiel:

1° tot de luiken "administratief" en "schooltraject";

2° binnen het luik "leerlingvolgsysteem", tot de rubrieken bedoeld in artikel 1.10.2-2, § 5, tweede lid, 1° tot en met 5° en 6°, b).

Tijdens een niveau-overgang hebben de inrichtende macht van de school en het PMS-centrum, de leden van het opvoedend team van de school en de leden van het multidisciplinaire team van het PMS-centrum die belast zijn met de leerling tijdens het eerste jaar van een onderwijsniveau, eveneens inzage in het samenvattend verslag bedoeld in artikel 1.10.2-2, § 5, tweede lid, 6°, c).

Art. 1.10.4 - 10. § 1. De ouders of de meerderjarige leerling zelf kunnen de gegevens in de rubrieken "administratief", "schooltraject" en "leerlingvolgsysteem" raadplegen met behulp van de informaticatoepassing DACCe bedoeld in artikel 1.10.2-2, § 8. De volgende gegevens kunnen worden geraadpleegd:

1° alle gegevens die zijn opgenomen in de luiken "administratief" en "schooltraject";

2° in het luik "leerlingvolgsysteem", de gegevens vermeld:

a) in de vermeldingen bedoeld in artikel 1.10.2-2, § 5, tweede alinea, punten 3° en 4°;

b) in de rubriek bedoeld in artikel 1.10.2-2, § 5, tweede lid, 6°, binnen de perken van de leestoegang die aan de betrokken school wordt verleend met toepassing van artikel 1.10.4-9.

§ 2 De ouders of de leerling, indien deze meerderjarig is, kunnen op verzoek bij de directeur van de school of het PMS-centrum het afdrukbare rapport met de in lid 1 bedoelde gegevens in het DACCe van de leerling inzien.

Zij kunnen ook een afschrift krijgen van de in lid 1 bedoelde gegevens die in het DAccE van de leerling zijn opgenomen in de vorm van een afdrukbaar rapport waarvoor de regering een verplicht model vaststelt, door een schriftelijk verzoek in te dienen bij de directeur van de school of het PMS-centrum. De regering stelt een model vast voor het verzoek om een afdrukbaar rapport.

§ De memo's kunnen niet worden geraadpleegd door de ouders of de meerderjarige leerling.

Afdeling 3. — Bewaring van gegevens in het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE)

Art. 1.10.4 - 11. De gegevens die behoren tot de categorieën van gegevens bedoeld in artikel 1.10.2-2, §§ 3 en 4 en § 5, tweede lid, 3°, worden niet opgeslagen los van de gegevensbank waaruit zij afkomstig zijn.

De gegevens bedoeld in artikel 1.10.2-2, § 5, tweede lid, 1°, 2°, 4° tot en met 6°, worden bewaard tot zes maanden nadat de leerling het met volledig leerplan of alternerend secundair onderwijs met succes heeft voltooid. Het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE) van de betrokken leerling wordt op die datum vernietigd.

Wanneer de leerling het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs stopzet vóór het einde van zijn leerplicht, wordt het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE) opgeschort en worden de gegevens bedoeld in artikel 1.10.2-2, § 5, tweede lid, 1°, 2°, 4° tot 6°, bewaard en opnieuw geactiveerd als hij opnieuw leerplichtig wordt. Deze gegevens worden uiterlijk tot zes maanden na zijn 20e verjaardag bewaard.

Afdeling 4. — Regels voor het gebruik van het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE)

Art. 1.10.4 - 12. § 1 De regering stelt een reglement vast voor het gebruik van het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE), waarin ten minste de volgende punten zijn opgenomen

1° de deontologische regels van de leden van het opvoedend team en de leden van het multidisciplinair team van het PMS-centrum, inzonderheid met betrekking tot de vertrouwelijkheid ;

2° de regels voor het gebruik van het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE) ;

3° de interne bemiddelingsprocedure en de beroepsprocedure bedoeld in artikel 1.10.4 - 13;

4° de procedures voor de uitoefening van het recht bedoeld in de artikelen 1.10.3 1, § 2, 1.10.3 2, § 9, 4°, 1.10.4-6 en 1.10.4-10, § 2;

5° de modaliteiten van het informeren en het meedelen aan de betrokkenen en de modaliteiten van de uitoefening van de betrokken rechten met toepassing van de AVG;

6° de procedure in geval van overtreding van de gebruiksvoorschriften van het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE) of van de bepalingen vervat in deze titel.

Wanneer een gebruiker voor het eerst toegang krijgt tot het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE), is deze toegang afhankelijk van de bevestiging dat het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE)-gebruikersregels zijn gelezen. Deze bevestiging wordt elk schooljaar vernieuwd en wanneer DAccE-regels worden gewijzigd.

§ 2. De regering benoemt een ambtenaar-generaal of zijn afgevaardigde om toezicht te houden op het operationeel beheer en de administratie van het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE), om het doeltreffend gebruik van het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE) in de scholen te verzekeren en om de naleving van de voorschriften voor het gebruik van het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE) te garanderen.

Hij behandelt de klachten die niet binnen de school konden worden opgelost, overeenkomstig de procedure bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 6°. Indien hij het nodig acht, kan de ambtenaar-generaal of zijn afgevaardigde de Algemene Inspectiedienst mandateren om een specifieke onderzoeks- en controleopdracht uit te voeren, die wordt uitgevoerd overeenkomstig artikel 4, § 3, vierde lid en volgende, van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst.

Afdeling 5. — Bemiddelings- en beroepsprocedure inzake het gebruik van het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE)

Art. 1.10.4 - 13. § 1. Naast de procedure die de regering vastlegt in toepassing van artikel 1.10.3 2, § 9, 4°, legt de regering een procedure vast die tot doel heeft de standpunten tussen de inrichtende macht van de school en de ouders van de minderjarige of meerderjarige leerling betreffende het mogelijk nadelige karakter van de gegevens die zijn opgenomen in het commentaar bedoeld in artikel 1.10.2-2, § 5, tweede lid, 1°, c), met elkaar te verzoenen.

Deze procedure is bevorderlijk voor de verzoening van standpunten en betreft het PMS-centrum als belanghebbende bij de opstelling van de samenvattende verslagen.

De gehele procedure mag niet langer duren dan twintig werkdagen en moet een minimum van vijf werkdagen omvatten om de ouders van de minderjarige of meerderjarige leerling in de gelegenheid te stellen hun verzoek om bemiddeling in te dienen. In afwijking hiervan wordt, wanneer het gaat om de inhoud van het op 30 juni opgestelde syntheseverslag, de bemiddelingsprocedure tijdens de openingsperioden van de scholen gehouden en moet deze uiterlijk op 5 september zijn afgerond.

Na afloop van deze interne bemiddeling kan het samenvattend verslag waarop de klacht betrekking heeft, door de inrichtende macht of het schoolhoofd worden gecorrigeerd. De naar aanleiding van deze interne bemiddeling genomen beslissingen worden hetzij persoonlijk aan de verzoekers tegen ontvangstbewijs overhandigd, hetzij per aangetekende brief medegedeeld.

§ 2. Indien het niet mogelijk is gebleken de standpunten met elkaar te verzoenen, kunnen de ouders van de minderjarige leerling of van de meerderjarige leerling binnen tien werkdagen na het einde van de interne verzoeningsprocedure bij de in artikel 1.10.4 - 12, § 2 bedoelde algemeen ambtenaar of bij zijn gemachtigde een verzoek indienen tot schrapping van het in de eerste paragraaf, eerste lid, bedoelde commentaar. Wanneer het verzoek betrekking heeft op de inhoud van het samenvattend verslag dat is opgesteld op 30 juni, moet het uiterlijk op 15 september worden ingediend.

In geval van verandering van school kunnen de ouders van de minderjarige of de meerderjarige leerling hun verzoek tot schrapping indienen zonder de in lid 1 bedoelde interne bemiddeling te hebben gevoerd.

De algemeen ambtenaar of zijn afgevaardigde neemt binnen tien werkdagen na ontvangst van de klacht een beslissing. In afwachting van de beslissing van de algemeen ambtenaar of zijn afgevaardigde, wordt het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE) van de betrokken student geschorst.

Aan het einde van deze procedure kan de algemeen ambtenaar of zijn afgevaardigde het gedeelte van het samenvattend verslag dat nadelig is, schrappen of handhaven.

De regering stelt de overige bijzonderheden van deze beroepsprocedure vast.

De algemene ambtenaar dient jaarlijks uiterlijk op 31 oktober bij de regering een verslag in over de toepassing van dit lid in het voorafgaande schooljaar. Dit verslag wordt bekendgemaakt op de referentiesite van de regering.

HOOFDSTUK V. — Verantwoordelijkheid voor de verwerking van gegevens in het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE)

Art. 1.10.5 - 1 Het Ministerie van de Franse Gemeenschap is, in de zin van artikel 4, 7), van de AVG, verantwoordelijk voor de verwerking van de persoonsgegevens die in het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE) zijn opgenomen.

De inrichtende machten zijn verwerkers in de zin van artikel 4, paragraaf 8, van de AVG wanneer zij toegang hebben tot het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE).

Art. 1.10.5- 2 Het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE) is toegankelijk via een beveiligd en gepersonaliseerd toegangsbeheer. In dit verband zijn de categorieën en gegevens die door het Ministerie van de Franse Gemeenschap worden verwerkt, die welke worden bedoeld in artikel 6 van het decreet van 25 april 2019 betreffende het digitale bestuur van het schoolstelsel en de overdracht van digitale gegevens in het leerplichtonderwijs. De regering specificeert, indien nodig, de andere elementen met betrekking tot deze gegevens.

De verwerking van persoonsgegevens die in het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE) zijn opgenomen, valt onder het veiligheidsbeleid van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Als mede-verwerker in de zin van artikel 4, lid 8, van de AVG ziet ETNIC toe op de toepassing van dit beleid.

Om de naleving van het veiligheidsbeleid te waarborgen, kan het Ministerie van de Franse Gemeenschap audits en risicoanalyses laten uitvoeren. Zij kan de inrichtende macht ook verzoeken alle nodige corrigerende maatregelen te nemen.

HOOFDSTUK VI. — Evaluatie van de uitvoering van het DAccE

Art. 1.10.6 - 1 De regering evalueert de uitvoering van deze titel om de vier jaar en voor het eerst in het schooljaar 2027-2028 en brengt verslag uit aan het Parlement.”.

Hoofdstuk 2 - Bepalingen tot wijziging van het wetboek voor basis- en secundair onderwijs

Art. 2 In artikel 1.3.1-1 van het wetboek voor basis- en secundair onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° en 18°/2 wordt als volgt ingevoegd

“18°/2: DAccE: het begeleidingsdossier van de leerling bedoeld in Titel 10 van dit Boek;”

2° een nieuwe 33°/3 wordt ingevoegd als volgt:

“33°/3 ETNIC: het overheidsbedrijf voor digitale informatie- en communicatietechnologieën, georganiseerd door het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het overheidsbedrijf voor digitale informatie- en communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC);”

3° in punt 45° worden de woorden “de artikelen 371 tot 387 van het Burgerlijk Wetboek” vervangen door de woorden “het voormalige Burgerlijk Wetboek of het Burgerlijk Wetboek”;

4° een nieuw punt 53°/1 wordt ingevoegd als volgt:

“53°/1 schoolperiode: periode gedurende welke de al dan niet leerplichtige leerling is ingeschreven en een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde kleuter-, lagere, basis- of secundaire school bezoekt, ongeacht of het een gewone of gespecialiseerde school betreft;”

Art.3. In artikel 1.5.2-4, lid 4, van hetzelfde wetboek worden de woorden “door de Entreprise publique des technologies nouvelles de l’information et de la communication de la Communauté française (ETNIC)” vervangen door de woorden “door ETNIC”.

Art. 4 In artikel 1.7.7-1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, wordt een nieuw punt 6° ingevoegd, luidend als volgt:

“6° een informatiedocument betreffende de werking van het begeleidingsdossier van een leerling (DAccE), opgesteld door de regeringsdiensten en dat inzonderheid de doelstellingen van het DAccE, de procedures voor de overdracht tussen scholen en informatie over de rechten van de ouders van de minderjarige of meerderjarige leerling bevat.

Art. 5 In artikel 1.7.8-1, § 4, van hetzelfde Wetboek wordt aan lid 6 de volgende zin toegevoegd:

“Door ondertekening van het protocol geven de ouders van de minderjarige leerling of de leerling zelf, indien hij meerderjarig is, aan ermee in te stemmen dat het bestaan van dit protocol wordt vermeld in het luik “schooltraject” van het DAccE van de leerling.

Art. 6 In artikel 2.3.1-3 van hetzelfde wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt lid 3 vervangen door hetgeen volgt:

“Specifieke regelingen worden vermeld in het DAccE van de leerling.

2° in paragraaf 2 worden de woorden “in een dossier dat de leerling vergezelt” vervangen door de woorden “in het DAccE van de leerling”.

Art. 7 In artikel 2.3.1-4, § 2, derde lid, en in artikel 2.3.1-6, § 3, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “in een dossier dat de leerling vergezelt” vervangen door de woorden “in het DAccE van de leerling”.

Art. 8 In het decreet van 3 mei 2019 tot vaststelling van de boeken 1 en 2 van het wetboek voor basis- en secundair onderwijs en tot vaststelling van het gemeenschappelijk kerncurriculum wordt een artikel 18/2 ingevoegd, luidend als volgt

“Artikel 18/2. Onverminderd de in artikel 20 bedoelde gemeenschappelijke kernorganisatie zijn de artikelen 2.3.1-3, 2.3.1-4 en 2.3.1-6 van het wetboek voor basis- en secundair onderwijs niet van toepassing in het schooljaar 2022-2023.

In afwijking van artikel 4, 3° en 4°, e. blijven artikel 1, eerste paragraaf, tweede lid en paragraaf 4bis, 2° en 3° van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht en artikel 15, tweede lid, 1° van het decreet van 24 juli 1997 tot bepaling van de prioritaire opdrachten van het basis- en secundair onderwijs en tot organisatie van de structuren om die opdrachten te verwezenlijken, van kracht tijdens het schooljaar 2022-2023.”.

HOOFDSTUK 3. — Bepaling tot wijziging van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht

Art. 9 In artikel 1, § 1, van de wet van 29 juni 1983 op het leerplichtonderwijs wordt aan lid 2 de volgende zin toegevoegd:

“Tijdens het schooljaar 2022-2023 is de mogelijkheid voor een leerling in het eerste of tweede leerjaar van het lager onderwijs om een aanvullend jaar te volgen afhankelijk van de voorafgaande schriftelijke toestemming van de ouders, zoals bepaald in artikel 1.3.1-1, 45°, van het wetboek voor basis- en secundair onderwijs. De inrichtende macht houdt deze schriftelijke overeenkomst ter beschikking van de éregeringsdiensten.

HOOFDSTUK 4. — Slotbepalingen

Art. 10 § 1. In het gewone onderwijs is het gebruik van het DAccE overeenkomstig dit decreet vanaf de volgende schooljaren verplicht:

1° 2023-2024: voor alle leerlingen van de leerjaren 1, 2 en 3 van het kleuteronderwijs en de leerjaren 1, 2, 3 en 4 van het lager onderwijs;

2° 2024-2025: voor alle leerlingen in het 5e leerjaar van het lager onderwijs;

3° 2025-2026: voor alle leerlingen in het 6e leerjaar van het lager onderwijs;

4° 2026-2027: voor alle leerlingen in het 1ste leerjaar van het secundair onderwijs;

5° 2027-2028: voor alle leerlingen van het 2de leerjaar van het secundair onderwijs;

6° 2028-2029: voor alle leerlingen in het 3de leerjaar van het secundair onderwijs;

7° 2029-2030: voor alle leerlingen van het 4de leerjaar van het secundair onderwijs;

8° 2030-2031: voor alle leerlingen in het 5e leerjaar van het secundair onderwijs;

9° 2031-2032: voor alle leerlingen van het 6e leerjaar van het secundair onderwijs;

10. 2032-2033: voor alle leerlingen in het 7e leerjaar van het secundair onderwijs.

§ 1. De facultatieve toegang wordt geopend uiterlijk vanaf de maand april die voorafgaat aan het schooljaar waarin het gebruik van het DAccE overeenkomstig lid 1 verplicht wordt. Deze facultatieve toegang wordt afgesloten aan het einde van de maand juni die voorafgaat aan het schooljaar waarin het gebruik van het DAccE verplicht wordt overeenkomstig lid 1. Het stelt toekomstige gebruikers in staat het instrument te ontdekken en te leren kennen. De gegevens die tijdens deze periode door deze gebruikers zijn ingevoerd, worden uiterlijk op 31 augustus automatisch en systematisch gewist.

Art. 11. § 1. In het gespecialiseerd kleuteronderwijs is het gebruik van het DAccE overeenkomstig dit decreet verplicht vanaf het schooljaar 2023-2024.

In het gespecialiseerd lager onderwijs is het gebruik van het DAccE overeenkomstig dit decreet vanaf de volgende schooljaren verplicht:

1°. 2023-2024: voor alle leerlingen van maturiteitsniveau I;

2°. 2024-2025: voor alle leerlingen van de maturiteitsniveaus II en III;

3°. 2025-2026: voor alle leerlingen van maturiteitsniveau IV.

In het secundair gespecialiseerd onderwijs wordt de volgende fasering toegepast:

1°. Voor leerlingen van vorm 1 van het gespecialiseerd secundair onderwijs is het gebruik van het DAccE overeenkomstig dit decreet verplicht vanaf het schooljaar 2026-2027;

2°. Voor leerlingen van vorm 2 van het gespecialiseerd secundair onderwijs is het gebruik van het DAccE overeenkomstig dit decreet verplicht vanaf het schooljaar 2026-2027;

3°. Voor leerlingen van vorm 3 van het gespecialiseerd secundair onderwijs is het gebruik van het DAccE overeenkomstig dit decreet vanaf de volgende schooljaren verplicht:

a) 2026-2027: voor alle leerlingen die zijn ingeschreven voor de eerste fase en de tweede fase van formulier 3;

b) 2027-2028: voor alle leerlingen die zijn ingeschreven voor de derde fase van vorm 3;

4°. Voor leerlingen van de vierde vorm van het gespecialiseerd secundair onderwijs is het gebruik van het DAccE overeenkomstig dit decreet vanaf de volgende schooljaren verplicht:

a) 2026-2027: voor alle leerlingen in het eerste leerjaar van het secundair onderwijs;

b) 2027-2028: voor alle leerlingen in het tweede leerjaar van het secundair onderwijs;

c) 2028-2029: voor alle leerlingen in het derde leerjaar van het secundair onderwijs;

d) 2029-2030: voor alle leerlingen in het vierde leerjaar van het secundair onderwijs;

e) 2030-2031: voor alle leerlingen in het vijfde leerjaar van het secundair onderwijs;

f) 2031-2032: voor alle leerlingen in het zesde leerjaar van het secundair onderwijs;

g) 2032-2033: voor leerlingen in het zevende leerjaar van het secundair onderwijs.

§ 2. De facultatieve toegang wordt geopend uiterlijk vanaf de maand april die voorafgaat aan het schooljaar waarin het gebruik van het DAccE overeenkomstig paragraaf 1 verplicht wordt. Deze facultatieve toegang wordt afgesloten aan het einde van de maand juni die voorafgaat aan het schooljaar waarin het gebruik van het DAccE verplicht wordt overeenkomstig paragraaf 1. Hij stelt toekomstige gebruikers in staat het instrument te ontdekken en te leren kennen. De gegevens die tijdens deze periode door deze gebruikers zijn ingevoerd, worden uiterlijk op 31 augustus automatisch en systematisch gewist.

Art. 12 Tot de inwerkingtreding van artikel 1.10.4 10, § 1, en volgens de door de regering bepaalde procedures, zenden de regeringsdiensten, elektronisch, een bijgewerkte versie van het in artikel 1.10.4 10, § 2, tweede lid, van het wetboek voor basis- en secundair onderwijs bedoelde afdrukbare verslag bij elke bijwerking van het luik “leerlingvolgsysteem” die overeenkomstig de artikelen 1.10.4 - en 1.10.4 - 4 van het wetboek voor basis- en secundair onderwijs wordt uitgevoerd.

Art. 13. Artikel 1.10.3-1, § 2, tweede lid, artikel 1.10.3-2, § 9, 1° tot 3°, en artikel 1.10.4 - 10, § 1, treden in werking op de door de regering bepaalde datum.

Art. 14 Behoudens de inwerkingtreding bedoeld in artikel 13, treedt dit decreet in werking op 1 april 2022.
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 31 maart 2022.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2021-2022

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 320-1. - Amendement(en) in de commissie, nr. 320-2 - Verslag van de commissie, nr. 320-3 - In de commissie aangenomen tekst, nr. 320-4 - Tekst aangenomen in de plenaire vergadering, nr. 320-5

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Zitting van 30 maart 2022

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/40899]

31 MARS 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française visant à octroyer aux milieux d'accueil de l'enfance un subside de renforcement en vue de garantir leur accessibilité et portant diverses dispositions en faveur de la qualité de l'accueil

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », article 2 ;

Vu le décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française, articles 7 et 15 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité et de l'accueil ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le régime transitoire des milieux d'accueil ;

Vu le "test genre" du 8 décembre 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la naissance et de l'enfance, formulé le 24 novembre 2021 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 décembre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 décembre 2021 ;

Vu l'avis n^o 70.757/4 du Conseil d'État, donné le 19 janvier 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone rendu en date du 23 décembre 2021 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enfance ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s*

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s est inséré un 10^o rédigé comme suit :

« 10^o Plan d'action de renforcement de l'accessibilité : plan d'action pluriannuel élaboré par l'ONE portant sur un ensemble de dispositifs visant, tout en soutenant la qualité de l'accueil à accroître l'accessibilité des milieux d'accueil de la petite enfance par l'encouragement de l'optimisation de l'occupation des places d'accueil existantes au profit des publics les plus vulnérables, le développement de pratiques d'accessibilité inclusives et innovantes, en ce y compris vers les publics non-usagers ».

Art. 2. L'article 59 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La disposition prévue à l'alinéa 1^{er} ne s'applique pas à la fonction de direction dans les crèches non subventionnées et dans les crèches bénéficiant du seul subside de base visé à l'article 97 dont la capacité d'accueil est égale ou inférieure à 28 places et ce sans préjudice du respect de l'article 21. ».